



# Rapport d'activité des services

Année 2025





**310 447**

habitants

(source Insee janvier 2026)

**51**

habitants/km<sup>2</sup>

**6 004 km<sup>2</sup>**

de superficie



**4 500 km**

de routes  
départementales

**17** cantons

**431** communes



**3** arrondissements



# L'édito du président

L'année 2025 aura une nouvelle fois démontré la place essentielle qu'occupe le Département dans la vie quotidienne des Auboises et des Auboises. À travers les actions présentées dans ce rapport, c'est toute la diversité de nos missions qui s'exprime : accompagner les plus fragiles, soutenir l'autonomie, protéger l'enfance, favoriser l'insertion, accompagner les communes, investir dans les collèges, les infrastructures, la culture, le sport ou encore la santé.

Mais derrière les chiffres, les réalisations et les projets, ce sont avant tout des femmes et des hommes qui agissent chaque jour au service de l'intérêt général. Je souhaite saluer ici l'engagement des agents du Département. Par leur professionnalisme, leur disponibilité et leur sens du service public, ils font vivre au quotidien les politiques départementales sur l'ensemble du territoire. Je sais ce que votre engagement représente au quotidien et je mesure pleinement la part que chacun d'entre vous prend dans les résultats présentés dans ce rapport.

L'année 2025 a également confirmé la capacité de notre collectivité à s'adapter, à innover et à répondre à des attentes toujours plus fortes dans un contexte exigeant. Cette capacité d'adaptation constitue l'une des grandes forces du Département.

Comme j'ai eu l'occasion de l'exprimer depuis mon élection à la présidence du Conseil départemental, je suis profondément attaché à une collectivité proche de ses habitants, proche des territoires et attentive aux réalités du terrain. Cette proximité guide notre action et nourrit notre ambition : faire du Département un partenaire utile, réactif et présent aux côtés des Auboises. Ce rapport témoigne du travail accompli tout au long de l'année et de l'engagement quotidien de celles et ceux qui font vivre nos services publics.

À l'ensemble des agents du Département, je veux adresser ma reconnaissance et mes remerciements les plus sincères pour le travail accompli tout au long de cette année.

• • •

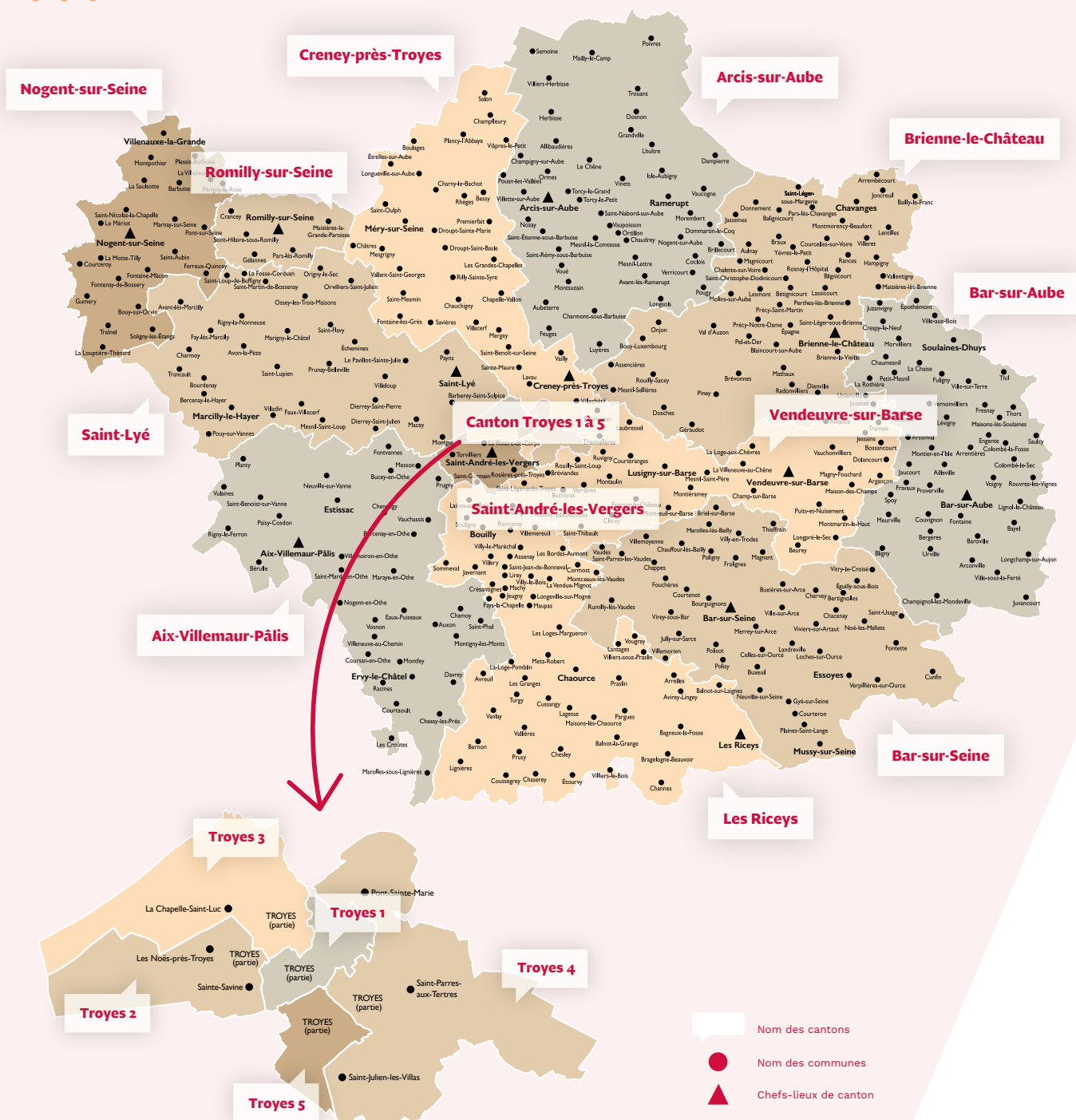


© C. Péchiné - CD10

**Philippe DALLEMAGNE**  
Président du Conseil départemental de l'Aube

# Les 17 cantons de l'Aube

L'Aube compte 17 cantons regroupant les 431 communes du territoire. Dans chaque canton, les habitants élisent **deux conseillers départementaux**.





# Le président du Conseil départemental

## Philippe DALLEMAGNE

Incarne l'exécutif du Département.

Met en œuvre et exécute les décisions de l'assemblée.

Ordonne les dépenses, engage les actions, signe les contrats au nom du Conseil départemental.

Dirige l'administration départementale, épaulé par le directeur général des services.

### Canton d'Aix-Villemaur-Pâlis 36 communes - 17 323 hab.



Nelly DELELIGN  
Didier LEPRINCE

### Canton d'Arcis-sur-Aube 47 communes - 14 942 hab.



Guy BERNIER  
Annie SOUCAT

### Canton de Bar-sur-Aube 48 communes - 12 852 hab.



Philippe DALLEMAGNE  
Marie-Noëlle RIGOLLOT

### Canton de Bar-sur-Seine 46 communes - 16 062 hab.



Bernard de LA HAMAYDE  
Arlette MASSIN

### Canton de Brienne-le-Château 53 communes - 13 560 hab.



Angélique GUILLEMINOT  
Olivier JACQUINET

### Canton de Creney-près-Troyes 33 communes - 17 994 hab.



Claude HOMEHR  
Philippe PICHERY

### Canton de Nogent-sur-Seine 23 communes - 16 228 hab.



Estelle BOMBERGER-  
RIVOT  
Jean-Yves MATHIAS

### Canton des Riceys 57 communes - 14 262 hab.



Jean-Michel HUPFER  
Christine PATROIS

### Canton de Romilly-sur-Seine 6 communes - 19 048 hab.



Jérôme BONNEFOI  
Agnès MIGNOT

### Canton de Saint-André-les-Vergers 5 communes - 24 803 hab.



Alain BALLAND  
Catherine LEDOUBLE

### Canton de Saint-Lyé 33 communes - 16 403 hab.



Jean-Marie CAMUT  
Marie-Thérèse LEROY

### Canton de Troyes 1 Une partie de Troyes - 19 835 hab.



Elisabeth PHILIPPON  
Jacky RAGUIN

### Canton de Troyes 2 Les Noës-près-Troyes, Sainte-Savine et une partie de Troyes 21 302 hab.



Valéry DENIS  
Anne-Marie ZELTZ

### Canton de Troyes 3 La Chapelle-Saint-Luc et une partie de Troyes - 21 758 hab.



Olivier GIRARDIN  
Djamila HADDAD

### Canton de Troyes 4 Pont-Sainte-Marie, Saint-Julien-les-Villas, Saint-Parres-aux-Tertres et une partie de Troyes - 22 307 hab.



Catherine BRÉGEAUT  
Jean-Michel VIART

### Canton de Troyes 5 Une partie de Troyes - 18 316 hab.



Sibylle BERTAIL-  
FASSAERT  
Nicolas HONORÉ

### Canton de Vendevre-sur-Barse 37 communes - 23 452 hab.



Bertrand CHEVALIER  
Marielle CHEVALLIER

Elus en binôme (2 par canton), ces 17 femmes et 17 hommes ont chacun la même légitimité et sont indépendants les uns des autres. Tous œuvrent ensemble au service du département.

# Les commissions organiques du Conseil départemental

Outre les dossiers qu'ils conduisent directement, les conseillers départementaux défendent l'intérêt général du territoire par leurs prises de positions sur de nombreux sujets au sein de **5 commissions**.



## 1<sup>ère</sup> commission

**Action sociale - santé  
Autonomie**



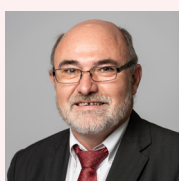
**Bernard de LA HAMAYDE**  
Co-président  
Canton de Bar-sur-Seine



**Elisabeth PHILIPPON**  
Co-présidente  
Canton de Troyes 1



**Nicolas HONORÉ**  
Membre  
Canton de Troyes 5



**Olivier JACQUINET**  
Membre  
Canton de Brienne-le-Château



**Catherine LEDOUBLE**  
Membre  
Canton de Saint-André-les-Vergers



**Philippe PICHERY**  
Membre  
Canton de Creney-près-Troyes



**Annie SOUCAT**  
Membre  
Canton d'Arcis-sur-Aube

## 2<sup>ème</sup> commission

**Éducation - Citoyenneté  
Sport**



**Sibylle BERTAIL-FASSAERT**  
Co-présidente  
Canton de Troyes 5



**Jérôme BONNEFOI**  
Co-président  
Canton de Romilly-sur-Seine



**Marielle CHEVALLIER**  
Membre  
Canton de Vendevre-sur-Barse



**Angélique GUILLEMINOT**  
Membre  
Canton de Brienne-le-Château



**Jean-Yves MATHIAS**  
Membre  
Canton de Nogent-sur-Seine



**Agnès MIGNOT**  
Membre  
Canton de Romilly-sur-Seine



### 3<sup>ème</sup> commission

## Économie - Emploi Développement durable



**Claude HOMEHR**  
Co-présidente  
Canton de Creney-près-Troyes



**Anne-Marie ZELTZ**  
Co-présidente  
Canton de Troyes 2



**Guy BERNIER**  
Membre  
Canton d'Arcis-sur-Aube



**Jean-Marie CAMUT**  
Membre  
Canton de Saint-Lyé



**Djamilia HADDAD**  
Membre  
Canton de Troyes 3



**Arlette MASSIN**  
Membre  
Canton de Bar-sur-Seine



**Christine PATROIS**  
Membre  
Canton des Riceys



### 5<sup>ème</sup> commission

## Finances - Personnel - Achat public Patrimoine départemental - Numérique



**Marie-Noëlle RIGOLLOT**  
Présidente  
Canton de Bar-sur-Aube



**Estelle BOMBERGER-RIVOT**  
Membre  
Canton de Nogent-sur-Seine



**Bertrand CHEVALIER**  
Membre  
Canton de Vendevre-sur-Barse



**Marie-Thérèse LEROY**  
Membre  
Canton de Saint-Lyé



**Jacky RAGUIN**  
Membre  
Canton de Troyes 1



**Jean-Michel VIART**  
Membre  
Canton de Troyes 4

### 4<sup>ème</sup> commission

## Cohésion et attractivité des territoires / Tourisme - Culture



**Valéry DENIS**  
Co-président  
Canton de Troyes 2



**Alain BALLAND**  
Co-président  
Canton de Saint-André-les-Vergers



**Catherine BRÉGEAUT**  
Membre  
Canton de Troyes 4



**Nelly DELELIGNE**  
Membre  
Canton d'Aix-Villemaur-Pâlis



**Olivier GIRARDIN**  
Membre  
Canton de Troyes 3



**Jean-Michel HUPFER**  
Membre  
Canton des Riceys



**Didier LEPRINCE**  
Membre  
Canton d'Aix-Villemaur-Pâlis



Pour préparer ses travaux et faire exécuter ses décisions, le Conseil départemental s'appuie sur les services de l'administration départementale.

Parce qu'il s'occupe aussi bien des routes que des bibliothèques ou de la santé des nourrissons, le Département emploie des personnes exerçant des métiers très divers. Certaines effectuent un travail de bureau, dans les services centraux. Mais la plupart agissent sur le terrain, aux quatre coins du département. C'est le cas des assistants sociaux, infirmières, puéricultrices, sages-femmes, médecins, assistants familiaux, éducateurs, bibliothécaires, archivistes, laborantins, ingénieurs, agents d'entretien des routes, informaticiens, techniciens et agents techniques des collèges,...

Au total, le Département emploie plus de 1600 agents.

# ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE

# L'édito du directeur général des services

C'est toujours une grande satisfaction que de présenter le rapport d'activité des services. Avant tout pour valoriser ce qui a été fait tout au long de l'année écoulée et saluer ainsi l'engagement constant de chacun des agents du Département dans la réalisation de ses missions. Comme vous êtes nombreux en interne à vous y référer, je vous partage à nouveau ici un merci profond et sincère pour ces résultats et votre travail, votre réactivité, votre capacité d'adaptation et d'imagination...

C'est aussi l'occasion de mesurer ce qui constitue les socles de notre action, liés au cadre légal des missions d'un Département ou aux choix politiques locaux du mandat, mais aussi de noter les nouveautés. L'action publique locale portée par le Département est faite tout à la fois de cette permanence, gage de sécurité et continuité, et de cette capacité d'adaptation permanente qui est une valeur essentielle du service public. L'année 2025 illustre cette double exigence que nous aurons à consolider encore plus pour intégrer les inflexions attendues liées au changement de présidence.

Au-delà, plusieurs échos de cette activité témoignent de notre préoccupation à conforter notre robustesse collective. Celle-ci est indispensable face à un environnement exigeant à bien des égards, face à des attentes croissantes et légitimes de publics fragiles, face à des mutations sociales et économiques profondes. Questionner et reposer nos repères, adapter nos outils de pilotage, nos organisations, nos processus de travail, questionner les compétences, repenser nos modes de coopération, agir concrètement sur les conditions de travail, favoriser l'esprit collectif tout en soutenant chacun, autant de leviers essentiels qui permettent d'atteindre les résultats présentés. C'est une exigence constante, parfois peu visible, mais qui anime l'ensemble des équipes et à laquelle nous sommes attachés.

Bonne lecture !

• • •



© C.Péchiné - CD10

**Philippe Brunel**  
Directeur général des services



# Sommaire

## 1. Pôle des Solidarités 12

Direction de l'action sociale de proximité.....	14
Direction enfance famille.....	18
Direction de l'autonomie.....	22
Direction de l'insertion et du logement.....	26
Mission d'appui gestion et établissements.....	30
Mission prévention en action sociale.....	34
Mission santé.....	36

## 2. Pôle Développement des Territoires 38

Direction des archives et du patrimoine.....	40
Médiathèque départementale.....	42
Centre sportif de l'Aube.....	44
Direction de l'accompagnement des territoires.....	46
Mission d'appui juridique et institutionnelle.....	48
Service Foncier.....	50
Mission actions éducatives et citoyennes.....	52
Mission orchestre symphonique de l'Aube.....	54

## 3. Pôle Patrimoine et Environnement 56

Direction des bâtiments.....	58
Direction des routes.....	60
Direction transition écologique, mobilités et aménagement.....	62
Laboratoire départemental d'analyses.....	64
Centre de congrès de l'Aube.....	66
Direction des collèges.....	68
Mission d'appui administrative, comptable et achat.....	70

## 4. Direction des ressources humaines 72

## 5. Direction des finances, du conseil en gestion et des marchés 76

## 6. Direction des systèmes d'information et du numérique 80

## 7. Mission d'appui aux politiques publiques 82

## 8. Direction de la communication 86

## 9. Annexes 90

Département de l'Aube  
Hôtel du Département  
2 rue Pierre-Labonde  
BP 394 - 10026 Troyes Cedex

Directeur de la publication : Philippe Dallemagne

Conception graphique : Audrey Champion

Photos de couverture : Studio OG (infirmière de PMI, chef de cuisine), Le bonheur des gens (élus du CDJ)

# 1.



# Pôle des Solidarités

**Le Pôle des solidarités incarne l'engagement quotidien du Département en faveur de la cohésion sociale et de la santé pour tous.**

À travers ses missions d'écoute, d'information, de conseil, d'orientation et d'accompagnement, il se mobilise en priorité auprès des publics les plus fragiles, pour garantir l'accès aux droits et aux soins. Il assure également la coordination institutionnelle et opérationnelle nécessaire à la mise en œuvre de ces politiques publiques essentielles.

En 2025, le Département réaffirme sa priorité sociale en y consacrant une part majeure de son budget : **225,8 M€** en 2025, soit **50.6 %** du budget départemental, un effort constant pour répondre aux besoins croissants de solidarité et d'inclusion.

## Le mot de la DGA

**2025 a confirmé notre ambition collective : faire du Pôle des Solidarités un acteur incontournable de la solidarité pour tous.**

Je tiens à saluer l'engagement sans faille des plus de 750 agents, répartis sur l'ensemble du territoire, dont l'action quotidienne rend concret le sens de nos missions : protéger les plus fragiles, offrir un service de qualité à chaque aubois, aux différentes étapes de sa vie et dans tous les domaines de la vie quotidienne. Notre approche s'enrichit d'une dimension préventive renforcée, de la petite enfance au maintien de l'autonomie des aînés, en passant par la santé, le handicap, l'insertion, ou encore l'accès à la culture et au sport comme leviers d'inclusion.

Le Pôle des Solidarités a traduit concrètement les priorités de la mandature en actions transformatrices : déploiement opérationnel du schéma Enfance-Famille, élaboration du schéma Autonomie, ouverture de 2 maisons des 1000 jours supplémentaires, finalisation et déploiement du plan santé, mise en œuvre progressive de la réforme du plein emploi avec un accompagnement plus intensif des personnes et élaboration des Projets Sociaux de Territoire. Autant de réalisations qui dessinent une action publique de proximité, plus proche et innovante au service des aubois.

Nous avons également prolongé nos réflexions sur notre organisation et nos pratiques dans le cadre du projet du Pôle en poursuivant l'accompagnement des cadres, en portant notre attention sur la sécurité et le bien-être au travail, en renforçant notre impact et nos modes de coopération, en optimisant nos ressources et enfin en valorisant l'utilité sociale de chacune de nos actions.

Notre attention s'est portée sur la sécurisation des conditions de travail des agents. Pour cela, nous avons renforcé notre partenariat avec les services judiciaires et les forces de l'ordre ayant abouti à la signature d'une convention avec la gendarmerie. L'observation du phénomène a été renforcée par l'élaboration d'un recensement et d'une analyse des situations de violences rencontrées par l'observatoire. Des réunions d'acculturation avec les professionnels de terrain ont aussi été effectuées pour favoriser l'appropriation des process et outils existants. Enfin, l'analyse des diagnostics sûreté est en cours d'évaluation en lien avec tous les Pôles de la collectivité. Ce plan fera l'objet d'un suivi rigoureux pour garantir son efficacité sur le long terme.

Par ailleurs, les enjeux du numérique au sein de nos missions médico-sociales ont été appréhendés pour permettre une action plus performante, fluide et sécurisée au sein du Pôle.

Le renforcement de l'attractivité et l'anticipation des besoins sociaux continueront à faire partie de nos priorités pour les années à venir.

L'année 2025 aura donc été marquée par notre volonté de renforcer l'inclusion, l'innovation et la qualité de l'accompagnement et notre ambition collective de relever les défis de notre territoire.

**Marie-Pierre Contois**

Directrice générale adjointe en charge du pôle des solidarités

## 1. Pôle des solidarités

# Direction de l'action sociale de proximité

La direction de l'Action sociale de proximité pilote et coordonne les 8 Maisons des solidarités du Département (MSD) et 7 territoires des solidarités qui maillent notre territoire. 64 points permettent d'accueillir tous les Auboises et les Auboises, quelle que soit la nature de leur demande. En fonction de celle-ci, une orientation est assurée vers les services compétents ou vers les partenaires.



### Les objectifs prioritaires de la direction :

La Direction de l'action sociale de proximité propose une mission générale d'accompagnement au travers de l'accès aux droits, l'insertion, l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, la gestion administrative et budgétaire, les conseils et le soutien à la vie de famille, le suivi administratif et social des bénéficiaires du RSA, l'inclusion numérique et la santé. Elle intervient également sur tous ces domaines en prévention de manière individuelle ou par la mise en place d'actions collectives.

À cela s'ajoutent des missions spécifiques telles que l'évaluation des informations préoccupantes (protection de l'enfance), l'étude des agréments pour les assistants maternels et familiaux et l'évaluation de situations des majeurs vulnérables.

La DASP garantit une réponse adaptée aux besoins de la population à travers différents modes d'actions : accueil et écoute, information, orientation, évaluation, soutien, accompagnement et protection définies, depuis 2023, par les orientations du schéma d'action sociale de proximité.

**7**  
territoires des  
solidarités

**8**  
Maisons des  
Solidarités du  
Département

**145**  
professionnels

assistants de service social, secrétaires de circonscription, référents de parcours insertion RSA, travailleurs sociaux emploi, intervenants sociaux en commissariat et gendarmerie, conseillers numériques et travailleurs sociaux spécialisés sur le traitement des informations préoccupantes.





## Éléments phares ou actions marquantes en 2025

### Journée portes ouvertes de la Maison des solidarités du Département à La Chapelle Saint-Luc

Le 24 janvier 2025, la Maison des Solidarités (MSD) du territoire de la Ceinture Ouest a accueilli habitants et partenaires pour faire (re)découvrir ses missions et services. Plus de 30 habitants et près de 50 partenaires ont été accueillis par les agents de la MSD pour échanger sur l'action médico-sociale de proximité.

L'événement a permis de partager des supports d'information avec les habitants et les partenaires pour préciser le rôle et les compétences du Département et renforcer les liens avec les partenaires locaux.

### Démarche de Projet Social de Territoire dans chaque MSD

Le projet social de territoire est la première démarche de développement social global menée par les équipes en transversalité. Déclinaison opérationnelle du schéma d'action social de proximité, elle incarne la vision de chaque MSD sur son territoire en prenant en compte sa singularité et ses potentialités. Ces projets ont pour finalité de relier l'approche sociale, l'approche éducative, la prise en compte de la santé, l'insertion, la culture, le logement et la prévention sous toutes ses formes et d'inclure les habitants comme des acteurs à part entière de leur parcours de vie.

Animés par les responsables de territoire en lien avec tous les professionnels des MSD de toutes les directions du Pôle et les partenaires extérieurs, cette démarche a abouti à la co-construction et à la formalisation d'ambitions partagées qui seront mises en œuvre par des fiches actions opérationnelles. Celles-ci ont été pensées pour innover, inventer et apporter des solutions adaptées au plus près des réalités locales et des besoins des habitants autour de valeurs partagées : une meilleure visibilité de nos actions et la qualité du service rendu au public.



### Journée droits des femmes à Aix-en-Othe

L'équipe de la Maison des solidarités du Département du territoire d'Aix-en-Othe/Chaource a organisé, le 5 mars 2025, la 2<sup>e</sup> édition du forum dédié au bien-être des femmes et à leurs droits.

Les professionnels et une douzaine de partenaires se sont rassemblés pour faire connaître aux habitants les actions menées et les services localement disponibles en matière de santé, de prévention, d'insertion et d'emploi, d'accès aux droits.

Cette rencontre a été aussi l'occasion de proposer des ateliers de self-défense, d'estime de soi, une projection-débat sur l'évolution des droits des femmes depuis 100 ans et encore une conférence sur la ménopause.



© Département de l'Aube



## Accueil et accompagnement



**86 450**

accueils sur les territoires  
dont

**63 284**

accueils téléphoniques  
et

**23 166**

accueils physiques  
au sein des MSD

**17 808**

rendez-vous  
d'accompagnement réalisés  
par les travailleurs sociaux



**8 239**

personnes ou familles  
accompagnées dans  
l'année 2025



**1 087**

personnes accompagnées  
par nos conseillers  
numériques au cours de  
426 ateliers collectifs ou  
entretiens individuels

**437**

nouvelles personnes  
(qui n'ont pas été  
rencontrées dans les  
3 mois précédents) reçues  
par les Intervenantes  
sociales en commissariat  
et gendarmerie

## Aides financières

**1 192**

aides dédiées aux impayés  
d'eau et d'énergie dans le  
cadre du Fonds de Solidarité  
Logement pour un montant  
de **317 898 €**



**5 087**


aides financières  
(alimentation, scolarité,  
activités éducatives...) qui a  
concerné 2 500 familles pour  
un montant de **656 722 €**

## 572 évaluations de situations

au sein des MSD réalisées dans le cadre du protocole des Informations Préoccupantes (plusieurs rendez-vous avec l'enfant, la famille, liaisons partenaires, Commission Technique d'évaluation...)



...ents  
...ssi!



...-...-...  
...-...-...  
...-...-...

**Charte de l'accueil et de l'accompagnement du public**

- 1. Accueil des personnes
- 2. Accueil des personnes
- 3. Accueil des personnes
- 4. Accueil des personnes
- 5. Accueil des personnes
- 6. Accueil des personnes
- 7. Accueil des personnes
- 8. Accueil des personnes
- 9. Accueil des personnes
- 10. Accueil des personnes

## 1. Pôle des solidarités

# Direction enfance famille

La direction enfance famille (DEF) veille à orienter, guider, impulser et animer la politique enfance et famille. De multiples métiers et compétences y sont représentés : éducateurs, assistants sociaux, médecins, puéricultrices, sage-femmes, psychologues, infirmières, cadres administratifs...

Elle est composée du service de protection maternelle et infantile (PMI), de l'aide à l'enfance (ASE), du service des assistants familiaux (SDAF), du service évaluation pour l'enfance (EE) de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance (ODPE) et du centre départemental de l'enfance (CDE).



### Objectifs prioritaires de la direction :

Engagé dans la Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance au plan local et dans la stratégie des 1 000 premiers jours, le Département s'attache à poursuivre et à démultiplier les actions en faveur de la prévention de la petite enfance, à améliorer l'offre de service, à optimiser la qualité et la durée de traitement des situations, à garantir la continuité des parcours, à renforcer le suivi des projets d'établissements et services et à rechercher des solutions à la diversité des publics (fratries, jeunes étrangers, enfants en situation de handicap...).

Ces orientations se déclinent, notamment, à travers le schéma départemental enfance validé en Assemblée départementale en 2023. Dans ce contexte, en 2025, la direction a poursuivi les travaux pour décliner les actions prioritaires qu'il contient.

© Département de l'Aube



PMI

ASE

OEE

**DEF**  
Direction  
enfance famille

SDAF

CDE



## Éléments phares ou actions marquantes en 2025

### Matinale de lutte contre la prostitution des mineurs le 28 novembre

En partenariat avec la PJJ, le service de l'Aide sociale à l'enfance a organisé une rencontre de sensibilisation et de partage autour du fléau social que représente la prostitution et le proxénétisme des mineurs. Face aux réalités de ce phénomène désormais plus présents sur le territoire et dans tous les milieux sociaux, cette journée partenariale avait pour objectifs :

- Partager nos expériences avec des témoignages de partenaires du territoire
- Mieux repérer les publics
- Coordonner nos actions et renforcer nos réponses
- Proposer des actions de prévention
- Soutenir les jeunes dans leur parcours de sortie.

Grâce aux partenariats engagés avec l'État, l'Éducation nationale, la justice, les associations spécialisées, les professionnels de santé et les forces de sécurité, le Département renforce ses actions de protection des mineurs.



### Actions collectives « Trace ta route » à la croisée des politiques relatives à l'Enfance et à l'Insertion

Afin de favoriser l'autonomie et l'insertion des jeunes, l'équipe des conseillères en économie sociale et familiale de la Direction insertion logement a proposé trois actions aux jeunes de l'ASE âgés de 15 à 21 ans :

- « **Tes projets, tes envies, tes objectifs** » : travail autour de la notion de projet, de plaisir.
- « **Toi et tes thunes** » : travail sur les représentations de l'argent, du budget, de l'épargne, de la prévision...
- « **Toi et ton toit** » : travail sur les représentations autour du logement, démarches à effectuer pour trouver un logement, les devoirs du locataire, les coûts d'un logement...

Ces ateliers ont contribué à renforcer les compétences budgétaires et la connaissance du logement des jeunes dans un climat d'échanges positifs et bienveillants. Au regard des apports et de la satisfaction des jeunes, ces ateliers seront reconduits en 2026 en collaboration avec les conseillères en économie sociale et familiale de l'association Claire amitié.



e Studio OG

### Projet FILIA contre les addictions

Dans la continuité de FILIA, FILIA 2 a poursuivi les actions préventives et curatives. Un nouveau plan d'action de 2 ans s'est mis en place auprès de différents publics : jeunes de l'ASE, familles d'accueil, professionnels de l'ASE et des établissements socio-éducatifs intervenant auprès des jeunes, infirmières des établissements, psychologues, parents. Ce projet prévient et lutte contre les addictions aux substances psychoactives, jeux vidéo, jeux d'argent, de hasard ainsi qu'aux usages problématiques des écrans.

FILIA 2 s'adresse aussi aux publics pris en charge par la PMI : femmes enceintes suivies pendant la période prénatale, la période postnatale, co-parents, enfants de 0 à 6 ans, parents d'enfants suivis en PMI, l'ensemble des patients suivis dans les Centres de santé sexuelle, professionnels travaillant en PMI, personnel médical et paramédical, personnel administratif et travailleurs sociaux.



## Protection Maternelle et Infantile

### Activité médicale et paramédicale



### Modes d'accueil du jeune enfant : assistantes maternelles et Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant



### Centre de Santé Sexuelle



**5 %** des consultants ont  
moins de 15 ans

**19 %** des consultants ont  
entre 15 et 17 ans

**55 %** des consultants ont  
entre 18 et 25 ans

**6 %** des consultants ont  
entre 26 et 29 ans

**14 %** des consultants ont  
30 ans ou plus



## Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP)

- **3 428 informations** entrantes (+ 9 % par rapport à 2024), 2 315 enfants concernés dont 939 informations caractérisées préoccupantes, 398 directement transmises au parquet

## Mineurs non accompagnés

- **188 MNA** accueillis dans l'Aube en 2025 (- 27 % d'accueil) :  
21 primo-arrivants et 32 en réorientation
- **14 évaluations** de la minorité et de l'isolement effectuées par le Département
- **114 admis** en tant que mineurs
- **74 contrats jeunes majeurs** réalisés

## Aide Sociale à l'Enfance

- **2 269 mineurs et jeunes majeurs** relevant de l'Aide sociale à l'enfance
- **1 167 mineurs** confiés (dont 267 mesures de placement administratif et 900 mesures de placement judiciaire)
- **206 jeunes** sous Contrat Jeune Majeur
- **71** bénéficiant d'une mesure de milieu d'accueil de jour
- **1 100 enfants** bénéficiant d'une mesure de milieu ouvert, classique ou renforcée
- **Plus de 300 familles** ont bénéficié durant l'année 2025 de visites avec médiation
- **462 enfants** ont un droit ouvert à la MPDH spécialisés à cet effet

## Commission d'examen de la situation et du statut des enfants confiés (CESSEC)

- **3** commissions
- **12** évaluations
- **54** enfants pupilles (au 31/12/2025) dont **16** admis

## Accueil familial

- **228 assistants familiaux** accueillent **439 enfants**

## Médecin référent en protection de l'enfance

- **928 bilans de santé**
- **15 ateliers sur les compétences psychosociales**

## Centre Départemental de l'Enfance (CDE)

- **557 jeunes** accueillis
- **236 familles** (407 enfants et adolescents) suivies par le service de milieu ouvert
- **76 familles** (101 enfants) suivies par l'Espace rencontre
- **51 familles** (60 enfants) suivies par le Lien parental



## 1. Pôle des solidarités

# Direction de l'autonomie

La direction de l'autonomie applique les politiques d'aide au maintien à domicile et d'aide à l'hébergement des personnes âgées et/ou handicapées, et pilote l'agrément et le suivi des familles d'accueil pour personnes âgées ou handicapées. Elle gère tout ou partie des aides sociales individuelles en faveur de ces publics. Sur le volet handicap, elle collabore et structure ses actions en complémentarité avec la MDPH.

En 2025, l'Assemblée départementale a voté le schéma départemental de l'Autonomie 2025-2029 en faveur des personnes âgées, des personnes en situation de handicap et leurs aidants. Le plan d'actions, construit avec les personnes et pour elles, s'articule autour de 6 axes stratégiques.



### Objectifs prioritaires de la direction :

- Coordonner les acteurs
- Renforcer l'attractivité des métiers de l'autonomie
- Favoriser le maintien à domicile en soutenant les aidants naturels ainsi que les services d'aide à domicile
- Lutter contre l'isolement des personnes
- Agir le plus précocement possible pour prévenir la perte d'autonomie et faciliter l'accès aux droits des personnes âgées et des personnes en situation de handicap
- Favoriser la transformation de l'offre médico-sociale au regard des besoins de la population et des particularités locales





## Éléments phares ou actions marquantes en 2025

### Une action collective pour favoriser lien social et l'accès à la culture

Ce projet, ayant réuni 11 participants (8 femmes, 3 hommes, 64 à 92 ans), a permis de créer du lien social à travers 7 actions variées. Les activités culturelles proposées (Médiathèque, théâtre, cinéma Utopia...) ont été particulièrement appréciés, tout comme les temps informels d'échange. L'évaluation effectuée avec les personnes via un photo-langage, révèle un impact positif : joie, ouverture, rupture de l'isolement et envie de participer davantage.

Les participants ont même proposé pour 2026 des pistes d'actions futures : sorties plus fréquentes, activités intergénérationnelles ou manuelles, et des perspectives plus ambitieuses vacances, concerts. Cette action a été aussi l'occasion de renforcer le partenariat et de s'appuyer sur les forces culturelles du territoire troyen.

### Job dating inversé pour les métiers du soin à Nogent-sur-Seine

Face à la pénurie de personnel dans les métiers de l'aide et de l'accompagnement, le Comité local pour l'emploi de Nogent-sur-Seine a organisé un job dating inversé le 2 octobre.

Les employeurs (SAAD, EHPAD, associations locales, crèches) ont présenté leurs structures et besoins aux personnes en recherche d'emploi via des échanges directs pouvant amener une embauche rapide. Cette initiative, soutenue par le Département et la CNSA, vise à faire connaître ces métiers en tension et à les valoriser pour favoriser le recrutement local et l'attractivité de ces métiers essentiels.



### 2<sup>ème</sup> édition des Olympiades intergénérationnelles

Partage, émotion et sport pour les 8 territoires aubois appelés pour l'occasion « nations » ; représentés cette année par des résidents d'EHPAD, des enfants d'écoles primaires et des agents d'entreprises et d'associations. Cette journée organisée autour de la boccia, de la danse, de la gym, de la poutre, du biathlon et du lancer de poids, animée par Moov Santé, a permis de rassembler différentes générations autour de valeurs communes : entraide, solidarité et joie de partager un moment unique.

Grâce à l'engagement des acteurs et partenaires locaux, cet événement a une fois encore créé des souvenirs inoubliables, renforcé les liens entre les générations et montré que le sport est un formidable vecteur de lien social et de bien-être pour tous.



## Données relatives aux Personnes en situation de Handicap

**1 896**

bénéficiaires de la Prestation de compensation du handicap (PCH) dont 289 en établissement et 178 de moins de 20 ans à domicile

**130**

bénéficiaires de l'Allocation Compensatrice pour tierce personne

**108**

pour l'aide-ménagère aux personnes en situation de handicap au titre de l'aide sociale

**795**

bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement

## Données relatives aux Personnes Agées

**3 578**

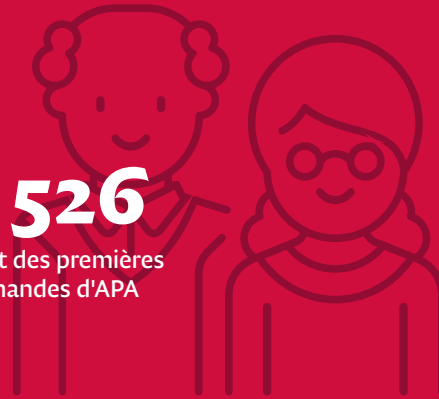
bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile, dont 757 sont GIR1-2

**1 526**

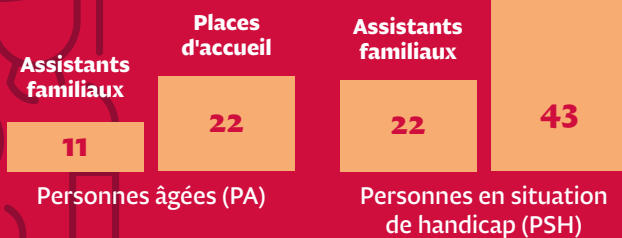
sont des premières demandes d'APA

**638**

bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement



## Accueil Familial



**PA**  
1 demande  
1 professionnel agréée

**PSH**  
2 demandes  
2 professionnels agréés

Nombre de premiers agréments 2025

**3**

## Signalements

**155**

événements indésirables déclarés et traités en ESMS et 15 réclamations de famille.



**221**

informations préoccupantes entrantes concernant des personnes à domicile

## Commission des financeurs

**755 k€**  
(soutenu par la CNSA) pour les actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie



**128 k€**  
pour les forfaits autonomie des résidences autonomie

**573 k€**  
pour l'habitat inclusif pour 76 habitants



© Le bonheur des gens



# Direction de l'insertion et du logement

La Direction de l'Insertion et du Logement développe l'offre d'insertion et professionnelle des jeunes et des bénéficiaires du RSA les plus éloignés de l'emploi avec pour objectif d'améliorer le retour à l'emploi, salarié ou entrepreneurial, en créant des passerelles entre l'insertion par l'activité économique, l'emploi, l'économie sociale et solidaire, et en mobilisant tous les leviers relevant de compétences départementales qui peuvent concourir à l'intégration, au vivre ensemble.

La direction intègre le service logement, chargé de la gestion du fonds de solidarité pour le logement (FSL) et de l'accompagnement des personnes dans l'accès et le maintien dans le logement, le service prestations RSA pour la gestion de l'allocation, le service animation de l'offre d'insertion ainsi que la mission allophone et lutte contre l'illettrisme.



### Rappel des objectifs prioritaires de la direction :

- Organiser et renforcer l'offre d'insertion afin de faciliter la reprise d'activité des bénéficiaires du RSA et ainsi favoriser leur insertion sociale et professionnelle
- S'assurer du versement de l'allocation pour tous les bénéficiaires du RSA en valorisant la reprise d'activité via des mesures incitatives (cumul avec la rémunération d'un travail saisonnier)
- Lever les freins périphériques à la reprise d'activité, notamment l'absence de maîtrise de la langue française, à travers le développement et le soutien aux actions d'apprentissage du Français et de lutte contre l'illettrisme
- Renforcer le dispositif FSL à travers le développement d'actions de prévention et d'accompagnement afin d'aider au mieux les publics à accéder et à se maintenir dans un logement autonome et à faire face aux difficultés concernant la précarité énergétique





## Dispositif d'accompagnement socio-professionnel intensif des bénéficiaires du RSA

Afin d'accélérer leur retour à l'emploi, la collectivité a renforcé son offre en direction des BRSA en proposant un « accompagnement socio-professionnel intensif » porté par la Chambre des métiers. Chaque demandeur d'emploi qui en bénéficie dispose ainsi d'un référent unique et d'un plan d'action personnalisé comprenant :

- La signature d'un contrat d'engagement ;
- Des objectifs d'insertion ;
- Des actions de formation, d'accompagnement et d'appui ;
- Un niveau d'intensité d'accompagnement adapté à sa situation, incluant une activité hebdomadaire d'au moins 15 heures.

En 2025, 335 bénéficiaires du RSA ont ainsi été accompagnés sur le territoire. Parmi eux :

- 58 personnes ont retrouvé un emploi ;
- 40 personnes sont entrées en formation ou ont intégré un dispositif de remobilisation.

## Maîtrise de la langue

Dans le cadre de sa feuille de route insertion, la collectivité a identifié l'insuffisance de maîtrise de la langue française comme un frein majeur dans l'accès rapide à l'emploi des bénéficiaires du RSA dont il a la charge. Le Département de l'Aube a répondu à la demande de l'État et conventionné un contrat fondé sur :

- Le développement et la coordination de l'offre d'apprentissage de la langue française, notamment à visée professionnelle
- Le « savoir habiter » un logement
- L'apprentissage du numérique

Ce contrat a permis au Département de mobiliser 162 430 €, au service d'actions portées par des associations partenaires qui viennent compléter l'offre d'insertion du Département.

Face au constat selon lequel 14,3 % des jeunes aubois ont été repérés en difficulté de lecture lors des journées Défense Citoyenneté 2024, le Département s'est engagé à agir pour faire reculer l'illettrisme sur le territoire. Ainsi, chaque bénéficiaire du RSA bénéficie dorénavant d'un test systématique permettant de détecter ses difficultés à l'écrit.

# Éléments phares ou actions marquantes en 2025

## Accompagner le retour à l'emploi des BRSA

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025, la loi pour le plein emploi impose aux Départements d'orienter tout nouveau bénéficiaire du RSA dans un délai inférieur à six semaines vers l'accompagnement adapté afin de faciliter son retour à l'emploi. Dans l'Aube, en 2025, chaque bénéficiaire a été reçu dans un délai moyen de 26 jours.

Cette déclinaison opérationnelle de la loi permet à chaque personne d'être orientée vers :

- **Un accompagnement professionnel**, lorsqu'il est directement employable,
- **Un accompagnement socio-professionnel**, lorsque les freins à son insertion peuvent être levés rapidement avec l'aide d'un conseiller en insertion professionnelle ou d'un travailleur social,
- **Un accompagnement social** lorsque sa situation et les freins à son insertion sociale et professionnelle nécessitent l'appui durable d'un travailleur social.

Lorsque le bénéficiaire est travailleur indépendant, le Département l'accompagne via un programme visant à l'aider à créer ou développer son activité afin de lui permettre d'en vivre. Ce programme est mené en coopération avec la Chambre de commerce et d'industrie et la Chambre des métiers.



## Élaboration par les bénéficiaires d'une brochure sur l'accompagnement social personnalisé

Un groupe de bénéficiaires volontaires de la mesure d'accompagnement social personnalisé a travaillé à l'élaboration d'un outil destiné aux futurs bénéficiaires permettant de faire part de leurs expériences et de partager les bénéfices et le soutien de cet accompagnement.

Ce projet a permis de valoriser leur travail, leurs compétences et de maintenir du lien social. À l'occasion de son tirage par l'imprimerie « La renaissance » à Troyes, ce groupe a pu visiter l'entreprise et se voir remettre le flyer élaboré.

## Prestation Revenu de Solidarité Active

**18 058**

Auobis couverts par le dispositif répartis en 8 837 foyers soit un total de **61 830 322 €** versés



Foyers CAF

**68**

Bénéficiaires du cumul RSA/palissage

Foyers MSA

**49**

Foyers CAF

**100**

Bénéficiaires du cumul RSA/vendanges

Foyers MSA

**63**

## Activité actifio

**319**

bénéficiaires rencontrés au cours de **12 réunions** d'information collectives et **45 entretiens individuels**



La plateforme Actifio a permis le placement de

**27 personnes**

Contrats à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI)

**5**

Contrats Parcours Emploi Compétences (PEC)

**5**

Contrats à Durée Déterminée (CDD)

**8**

Contrats à Durée Indéterminée (CDI)

**1**

<sup>1</sup>Le FSL apporte une aide financière au demandeur qui a des difficultés à payer les frais liés à son logement. Cela concerne notamment : les frais liés à l'installation dans le logement et les frais liés au maintien dans le logement.

<sup>2</sup>Cette aide prend en charge des mesures d'accompagnement personnalisées nécessaires à l'installation ou au maintien dans un logement des bénéficiaires, type accompagnement social lié au logement (ASLL) qu'ils soient locataires, sous-locataires, propriétaires de leur logement ou à la recherche d'un logement.

<sup>3</sup>Cette mesure est destinée à aider une personne majeure dont la santé ou la sécurité est menacée par les difficultés qu'elle rencontre pour gérer ses ressources et ses prestations sociales.

## Logement

- > **1 113 dossiers de demandes** d'aides Fonds Solidarité Logement<sup>1</sup> (FSL) au titre des aides aux dépôts de garantie, aux impayés de loyers, d'assurances locatives, aux aides sanitaires et aux traitements des nuisibles.
- > **787 demandes d'aides** accordées pour un montant de 406 708 €.
- > **487 familles** accompagnées au titre de l'Accompagnement Social Logement<sup>2</sup> (ASLL/ASLD) et des assignations (Diagnostic Social et Financier -DSF-) dont 433 mesures.
- > **119 familles** suivies au titre de l'ASLL,
- > **180 mesures d'ASLD** validées et **186 DSF** réalisés.
- > **188 familles** suivies au titre des Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé<sup>3</sup> (MASP).



## 1. Pôle des solidarités

# Mission d'appui gestion et établissements

Cette mission d'appui regroupe et appuie les moyens de gestion interne du Pôle des solidarités et est constituée de deux services : le service budget-comptabilité et le service des Etablissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS), également en charge du FSE. Elle réalise notamment l'ensemble des opérations comptables, la préparation et le suivi d'exécution budgétaire en appui des directions, services et autres missions du pôle des solidarités. Elle garantit l'accueil du public et une partie de la gestion logistique du bâtiment PDS des Vassoules, la gestion du courrier et du pool de véhicules du pôle, procède à l'ouverture des comptes bancaires pour les MNA en voie d'autonomisation et des jeunes sous tutelles en lien avec l'ASE. Le service des établissements a la charge de la tarification et du contrôle des ESSMS, de l'accompagnement des gestionnaires et gère également le fonds social européen.



### Objectifs prioritaires de la mission :

- Garantir l'exécution budgétaire du budget du PDS dans le respect des principes de qualité comptable en coordination étroite avec la Direction des Finances, du Conseil en Gestion et des Marchés
- Piloter les travaux d'aménagement et d'organisation des espaces du PDS
- Accompagner et soutenir les établissements dans leur gestion
- Gérer les dossiers du FSE (lancement des appels à projets, traiter les demandes, contrôler la réalisation des projets, valider les versements)

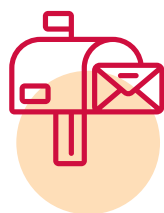


## Éléments phares ou actions marquantes en 2025

### Aboutissement du projet de fusion des EHPAD de Marcilly-le Hayer et de Fontaine-les-Grès

Afin d'adapter l'offre existante aux besoins des aubois, le projet de fusion des EHPAD Les Tilleuls (Marcilly-le-Hayer) et Sainte Marthe (Fontaine-les-Grès) a abouti. Début décembre, le nouvel EHPAD de Fontaine-les-Grès a ainsi accueilli les résidents de Marcilly-le-Hayer, à la suite de leur déménagement.

Engagé depuis plusieurs années, ce projet structurant se concrétise aujourd'hui pleinement. La réalisation d'une extension a permis d'adapter et réorganiser l'offre d'accueil, tout en modernisant les services de l'établissement et en améliorant les conditions de travail des équipes. Les locaux offrent désormais un cadre fonctionnel et chaleureux et conforme aux besoins des 102 résidents.



### Un accueil rythmé par des manifestations de solidarité ou événements

Les travaux de rafraîchissement du bâtiment engagés en 2024 en faveur des agents du PDS se sont achevés au printemps 2025. Ces travaux permettent aux équipes de bénéficier d'espaces de travail plus adaptés aux organisations des différentes directions. Pour valoriser les travaux engagés, une journée « Explor Action » a été réalisée à travers un parcours ludique et immersif permettant d'explorer les nouveaux bureaux et réagencements effectués.

Dans cette dynamique, l'accueil au PDS a été aussi repensé par l'équipe pour accueillir au mieux les personnes dans l'attente du projet des locaux du PDS. C'est ainsi qu'à chaque saison ou événement, une décoration dédiée est proposée. Lors de manifestations comme la Lutte contre le cancer, des dons ont été récoltés. De même, avec la contribution des archives, des affiches ont agrémenté la décoration actuelle pour faire vivre le bâtiment à l'instar de la richesse du patrimoine culturel et environnemental aubois.

## Fonds social européen (FSE)



**159 852,06€**

Montant total sollicité  
pour la période 2024-25

**1** appel à  
projet lancé

**3** opérations  
instruites

## Réalisations

**16** Contrôles de service fait (CSF)

Dépenses du FSE+ en 2025 :

**3 147 102,50 €**

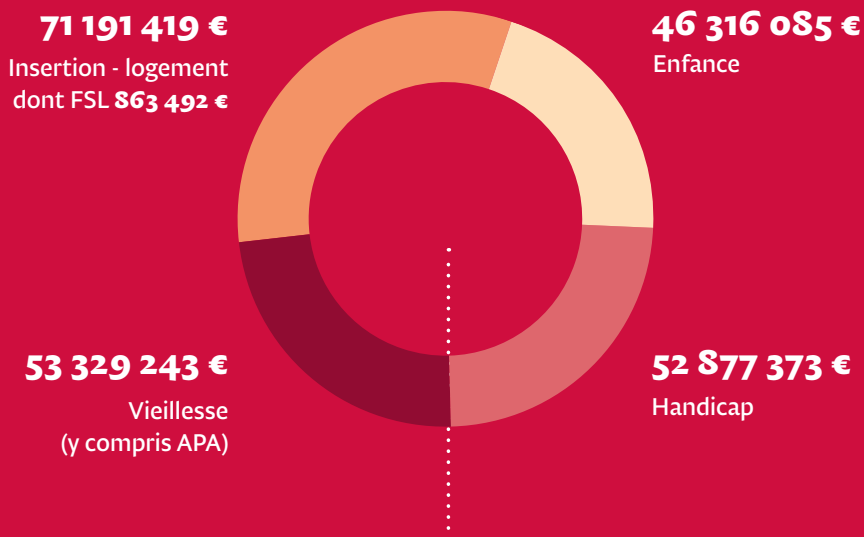
(1 847 448,00 € suite aux CSF

et 1 299 654,50 € au titre des avances)

Recettes du FSE+ en 2025

**1 862 294,96 €**

## Service Comptable



Budget global PDS géré en fonctionnement

**225 771 214€**

Budget global PDS géré en investissement

**2 464 626 €**

Nombre de mandats  
liquidés en 2024 : **13 305**

Nombre de titres  
liquidés en 2024 : **7078**

Gestion de la régie d'avance  
relative aux secours et aides  
financières à destination  
des usagers du Pôle des  
Solidarités : **10316** carnets de  
chèques d'accompagnement  
personnalisés envoyés en 2025  
(**515 800 €**).

Toutes modalités confondues  
(CAP + virements + espèces),  
**524 659 €** d'aides ont été  
distribués.

## Mission Accueil et courrier du PDS



© Adobe Stock

# 13 799

**accueils**  
soit une moyenne de  
**50 par jour d'ouverture**  
du site au public

# 116 968

**courriers**  
**affranchis**

## Service des ESSMS

### **29 structures et services PSH**

représentant 540 places d'hébergement dont 90 en FAM/EAM ;  
86 places en accueil de jour, dont 16 places en FAM/EAM et une file active  
de 175 places pour 7 services (SAMSAH/SAVS)

### **10 résidences autonomies**

pour 383 places

### **41 EHPAD**

pour 3 458 places d'hébergement, dont 57 places d'hébergement  
temporaire ; 3 ESLD pour 140 places d'hébergement ; 12 accueils  
de jour pour 82 places), 11 PASA (150 places), 2 452 places  
d'hébergement habilitées à l'aide sociale en EHPAD

### **16 établissements**

accueillant le public relevant de la protection de l'enfance,  
réunissent 294 places d'hébergement dont 5 places  
d'urgence

### **28 SAAD**

couvrent le territoire aubois, dont 9 habilités à  
l'aide sociale, soit un volume de 982 655 heures  
réalisées (APA, aide-ménagère PA, PCH plus et  
moins de 20 ans, PCH aide-ménagère) pour les  
PA et PSH

### **1 SAAD famille**

pour 28 452 heures réalisées de  
technicien(ne) d'intervention  
sociale et familiale ; 4 800 heures  
d'auxiliaire de vie sociale et 478  
mois-mesures d'aide budgétaire  
(CESF)



# Mission prévention en action sociale

La mission Prévention en action sociale éclaire la stratégie au sein de chaque politique publique de solidarité du Département pour y intégrer davantage de prévention. Elle favorise une approche transversale de ce domaine en encourageant une compréhension partagée des enjeux et des pratiques de prévention.

Elle contribue également à la structuration et au suivi de politiques départementales de prévention, notamment la politique des 1 000 premiers jours de l'enfant et la politique de prévention spécialisée, en lien avec les directions concernées et les partenaires institutionnels et associatifs.



© VColin - CD10

# Éléments phares ou actions marquantes en 2025

## Maisons des 1000 jours : montée en puissance du réseau

En 2025, deux nouvelles Maisons des 1000 jours ont ouvert leurs portes : la Maison des 1000 jours du Barséquanais et celle de Troyes Champagne Métropole, portant ainsi à quatre le nombre de structures sur le territoire départemental. L'activité de ces structures confirme leur ancrage progressif dans les territoires et leur rôle de soutien aux familles durant les premières années de l'enfant.



Au total, elles ont accueilli 710 familles différentes en 2025 et permis l'organisation de 736 ateliers et actions collectives (ateliers parents-enfants, groupes de parole, actions d'éveil, rencontres avec des professionnels et temps d'échanges autour de la parentalité). Cette dynamique repose sur un partenariat territorial solide, avec 66 partenaires locaux engagés dans les actions menées (professionnels de santé, acteurs de la petite enfance, associations, médiathèques, artistes...).

## La prévention spécialisée : un cadre d'intervention rénové

En 2025, le Département de l'Aube a adopté le Référentiel départemental de la prévention spécialisée, qui constitue désormais le cadre de référence pour l'organisation et la mise en œuvre de cette mission. Élaboré à l'issue d'un diagnostic et d'une concertation avec tous les acteurs, il précise les principes d'intervention de la prévention spécialisée (travail de rue, libre adhésion, anonymat, aller-vers), les modalités de gouvernance territoriale ainsi que les règles de financement. Ce référentiel permet ainsi de structurer et sécuriser le déploiement de la prévention spécialisée sur le territoire aubois.

La prévention spécialisée s'adresse, dans le Département de l'Aube, aux jeunes âgés de 10 à 21 ans en situation de vulnérabilité ou de risque de marginalisation, selon une approche territorialisée conduite en lien avec les communes. Dans ce cadre, six communes ont choisi de s'engager, pour la période 2026-2028, dans de nouvelles conventions tripartites avec le Département et les opérateurs habilités, l'Association Jeunesse pour Demain (AJD) et l'Association Auboise pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence (AASEAA-SE10).

## Le programme 1001mots : un levier de prévention précoce

Déployé en 2025 dans le cadre de la politique départementale des 1 000 premiers jours, le programme 1001mots vise à prévenir les difficultés langagières précoces en accompagnant les parents d'enfants de moins de trois ans, notamment par l'envoi de conseils par SMS, des échanges téléphoniques avec des professionnelles et l'envoi réguliers de livres adaptés à l'âge de l'enfant. Au 31 décembre 2025, 200 enfants étaient inscrits dans le programme, représentant 185 familles et 235 parents engagés. Le dispositif bénéficie d'un ancrage territorial étendu, avec des enfants accompagnés dans 50 communes du département. Le ciblage des publics prioritaires est effectif, avec 79 enfants résidant en quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Ces premiers résultats confirment l'intérêt du programme comme outil de prévention précoce et de soutien à la parentalité sur le territoire aubois.



© Adobe Stock

## 1. Pôle des solidarités

# Mission santé

La mission « santé » a vocation à assurer une fonction de conseil, une veille et une représentation technique dans l'ensemble des réseaux et auprès des partenaires concernés. Elle contribue à la définition et l'évaluation des objectifs stratégiques de la collectivité en matière de santé publique en lien avec les priorités définies par les élus.

Elle assure la conception et l'animation de dispositifs particuliers (attractivité médicale, e-santé, etc.). Elle agit en lien avec les directions du pôle qui sont concernées ainsi qu'avec l'ensemble des partenaires extérieurs.

...



# 204

## consultations

réalisées par le centre de santé du  
Département de l'Aube

# 2

## infirmières

en pratique avancée soutenues  
par le Département

# 123

## patients déclarés

médecin traitant et suivi par l'quipe du  
centre de santé

### Objectifs prioritaires de la mission :

- Mettre en œuvre le Plan Santé Aube 2023-2028 afin de soutenir une réponse de santé pour tous et améliorer la santé et le bien-être des habitants sur tout le territoire
- Contribuer à l'animation transversale des politiques de santé conduites par le Département en associant l'ensemble des Directions concernées dans une approche globale de la santé et du bien-être (environnement, sport, alimentation, prévention, autonomie, attractivité des territoires, appui au projet des territoires...)
- Assurer appui et conseil aux élus, et aux différents professionnels du département notamment dans leurs représentations touchant aux questions de santé





## Éléments phares ou actions marquantes en 2025

### Lancement du cabinet médical itinérant du Département

L'année 2025 a été marquée par le déploiement du cabinet médical itinérant (centre de santé du Département de l'Aube) illustration phare du Plan Aube Santé voté en 2024.

Les consultations ont démarré le 1<sup>er</sup> octobre 2025 sur deux sites pilotes avec une équipe composée de deux médecins généralistes, une infirmière et une secrétaire.

Ce projet a été construit en collaboration avec les partenaires Institutionnels et acteurs de terrains des territoires. Il est préfigurateur du medicobus.

### Garantie santé solidaire

Le Département propose depuis 2025 l'accès à une garantie santé solidaire pour les patients ayant un faible reste à vivre dans cette dynamique d'accès aux soins facilités des habitants.

### Salle d'accouchement « nature » à la maternité du Romilly-sur-Seine

Le Département a également soutenu l'équipement d'une salle d'accouchement nature au GHAM de Romilly-sur-Seine et porté un soutien à l'implantation d'un centre de soins immédiats afin de faciliter l'accès aux soins des Auboises et des Auboises.



© C.Péchiné - CD10

# 2



# Pôle développement des territoires

Ce pôle assure le soutien au fonctionnement institutionnel et la sécurité juridique de la collectivité ainsi que des missions contribuant au développement de l'attractivité du territoire aubois à savoir : la coopération et le partenariat notamment financier dans le cadre de la compétence départementale en matière de solidarité territoriale, avec les communes, les EPCI, la Région ou tiers, la coordination de l'action culturelle et sportive, le soutien aux projets des associations (domaines du sport, de l'éducation, des loisirs, de la musique et de la culture), l'archivage, le suivi des dossiers touchant à la cohésion territoriale, l'action économique, l'habitat, l'enseignement supérieur et l'innovation, la gestion foncière des propriétés départementales, le développement d'actions éducatives et citoyennes et une partie de l'ingénierie territoriale proposée par le Département aux communes et à leurs groupements.

## Le mot de la DGA

Le Pôle Développement des Territoires est à la fois un pôle ressources et opérationnel. Il apporte ainsi un appui technique aux services départementaux (conseil juridique, gestion foncière, archivage...) tout en portant des politiques en faveur des territoires et des aubois. Il accompagne les collectivités locales et les associations dans le financement respectivement, de leurs projets ou de leurs fonctionnements et actions. Par ailleurs, il agit directement en faveur des habitants, notamment dans les domaines du sport, de la culture, de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et de l'habitat.

Les actions déployées évoluent en permanence afin de répondre aux enjeux de société et du territoire en lien étroit avec les partenaires locaux. L'année 2025 s'inscrit dans cette dynamique, marquée par la consolidation de dispositifs départementaux et le développement de nouvelles initiatives au service de la population.

Dans une période de contrainte financière, la collectivité a fait le choix en 2025, de maintenir :

- Son engagement auprès des associations et des collectivités (notamment des plus petites communes), tant sur le plan financier que sur le plan ingénierie,
- La valorisation de la richesse culturelle et patrimoniale auboise à travers des expositions et des lieux d'exception tels que la Cité du Vitrail ou la Commanderie d'Avalleur,
- L'accueil de compétitions sportives de niveau national et international, grâce à ses équipements que sont le Centre sportif de l'Aube et le Complexe International Multisports et Escalade,

- Un accès pour tous, à des concerts de qualité via l'Orchestre symphonique de l'Aube qui fête ses 25 ans.

Elle a également permis le déploiement, actuel ou à venir, de nouveaux services à travers :

- Les projets définis et portés par les élus du Conseil départemental jeunes sur l'ensemble du territoire, pour le développement de la solidarité, de la citoyenneté notamment environnementale, des relations intergénérationnelles, ou encore d'actions de proximité,
- Une nouvelle offre proposée aux bibliothèques, complétée par un bibliobus moderne pour aller au plus près des acteurs de la lecture publique,
- Un accompagnement homogène des ménages pour accéder à l'information et aux primes étatiques en vue de la rénovation énergétique de leur habitation,
- Un outil dématérialisé à destination des étudiants pour simplifier le dépôt de leur demande de bourse départementale.

En résumé, l'année 2025 traduit la mobilisation constante du pôle et de ses équipes au service de l'intérêt général, en réponse aux besoins des habitants et en faveur d'un développement équilibré, solidaire et durable des territoires aubois.

**Isabelle Darnel**

Directrice générale adjointe en charge du pôle développement des territoires

## 2. Pôle développement des territoires

# Direction des archives et du patrimoine

Cette direction collecte, conserve, classe et communique les archives publiques ou privées. Elle est par ailleurs chargée de la conservation et de la valorisation du patrimoine départemental.

Trois services distincts lui permettent d'assurer ses missions. Les Archives départementales, la Cité du vitrail pour la mise en valeur de ce patrimoine emblématique de l'Aube, le service valorisation culturelle et pédagogique pour assurer la conduite de projets culturels et patrimoniaux, la valorisation du patrimoine et de la culture.



### Objectifs prioritaires de la direction :

- Développer les opérations de collecte, poursuivre la politique de classement et de conservation préventive et faciliter la communication des archives
- Préparer les expositions et manifestations patrimoniales envisagées par la collectivité, poursuivre le développement de la commanderie d'Avalléur et la réalisation d'une convention de développement culturel avec la direction régionale des affaires culturelles (DRAC)
- Mettre en œuvre les grandes orientations déterminées dans le projet scientifique, technique et culturel de la Cité du vitrail, mais également renforcer sa visibilité et son ancrage territorial



© Studio OG

## Éléments phares ou actions marquantes en 2025



© C. Pâchigné - cdno

### À la découverte des fondateurs champenois de la Nouvelle-France

L'exposition « Il était une fois Montréal. Les Champenois en Nouvelle France » a été présentée de juin à novembre 2025. Accompagnée d'un riche programme de manifestations (concerts, conférences, visites contées, etc.), elle a permis de redécouvrir le rôle des fondateurs champenois de la Nouvelle-France et les liens qui existent aujourd'hui encore entre l'Aube et le Québec.

### La bande dessinée mise en lumière à la Cité du Vitrail

Inaugurant un cycle d'expositions offrant un regard décalé sur le vitrail, l'exposition « Vitrail & BD », présentée de septembre 2025 à mars 2026, a retranscrit dans le verre les héros de la bande dessinée franco-belge. Elle a su attirer de nombreux visiteurs, parfois peu familiers de l'art du vitrail.

### Une année exceptionnelle pour la commanderie d'Avalleur

Pour sa 7<sup>ème</sup> saison d'ouverture, la commanderie a franchi le seuil des 11 000 visiteurs. Cette croissance continue s'appuie sur la participation aux principaux événements nationaux, ainsi que des manifestations ponctuelles – marché des producteurs locaux, trail (réunissant désormais plus 1 000 coureurs), Cluedo et surtout fête médiévale (3 461 visiteurs) – désormais inscrits dans l'agenda culturel et touristique des Audois.

### 120 ans de la loi de séparation des églises et de l'Etat

À l'occasion de la commémoration du 120<sup>ème</sup> anniversaire de la loi de séparation des églises et de l'Etat, le Département a numérisé et mis en ligne les inventaires des biens des églises réalisés en 1906 (6 190 vues). Ressources précieuses pour les maires, comme pour les historiens, ils permettent de déterminer précisément le nombre d'objets d'art, d'ouvrages et de mobiliers alors présents dans les 449 églises paroissiales et 41 chapelles de l'Aube.



# 66 944

## visiteurs accueillis

à la Cité du vitrail en 2025  
dont 33 382 pour l'exposition  
« Il était une fois Montréal. Les  
Champenois en Nouvelle-France »

# 11 248

## visiteurs

à la commanderie  
d'Avalleur

# 469

## mètres linéaires

d'archives entrées dont 429 ml  
d'archives publiques

# 98 660

## visiteurs uniques et

# 17 204 898

## pages vues

sur le site  
[www.archives-aube.fr](http://www.archives-aube.fr)

# 1 386

## recherches

par correspondance

## 2. Pôle développement des territoires

# Médiathèque départementale

La Médiathèque départementale a pour vocation de faciliter l'accès aux bibliothèques des Aubois. Elle dessert et anime un réseau de plus de cent structures sur tout le département.

En sa qualité de centre de ressources, elle a pour rôle d'aider au fonctionnement et à l'évolution des bibliothèques par le biais de prêt de documents et d'outils d'animation, la coordination d'actions culturelles, le déploiement d'un logiciel, une offre de services en ligne via le site Aube Médiathèque(s), la formation et le conseil aux bibliothèques et aux collectivités, la gestion des subventions en faveur des bibliothèques.



### Objectifs prioritaires de la direction :

- Poursuivre et renforcer les actions pour améliorer l'attractivité des bibliothèques et soutenir les mises en réseau
- Continuer à développer et animer les partenariats internes (projets transversaux, notamment dans le cadre du label Premières pages avec la remise du livre de naissance) et externes (les communes et groupements de communes ainsi que l'Etat)



© V.Colin - CD10



© Studio OG



## Éléments phares ou actions marquantes en 2025

### Un bibliobus au design immersif et aux services modernisés

Chaque année, plus de 4 000 km sont parcourus par le bibliobus pour desservir la trentaine de points lecture bénéficiant de ce mode de desserte. Pour garantir une offre de qualité, un nouveau véhicule a été acquis avec le soutien de l'Etat. Le Département de l'Aube réaffirme ainsi son attachement aux communes rurales et au maintien des services publics de proximité, les bibliothèques en constituant le maillage le plus dense après les mairies et les écoles.

### De nouveaux services dans les bibliothèques

Des collections de jeux de société et vidéo ont été développées par la médiathèque départementale, venant compléter l'offre de livres, CD et DVD. Des instruments de musique sont également disponibles en prêt comme un autre document.

Les communes d'Aix-Villemaur-Pâlis et de La Rivière-de-Corps ont sollicité le dispositif départemental d'aide à la création de nouveaux services. Leurs bibliothèques ont ainsi respectivement aménagé un espace dédié aux adolescents et mis en place un service de prêt d'objets (machines à coudre, pyrograveurs, outils de jardinage, etc.).

Ces offres permettent de renforcer l'attractivité des bibliothèques et de renouveler leur image auprès des Aubois.



**70**  
bibliothèques  
et **45** points-lecture

(dont 65 bénéficiant gratuitement du logiciel de gestion du Département)

**200 000**  
documents échangés

**22 500**



réservations livrées



**60 000**  
km parcourus

**209**  
participants  
aux formations



**331**  
actions culturelles  
coordonnées

## 2. Pôle développement des territoires

# Centre sportif de l'Aube

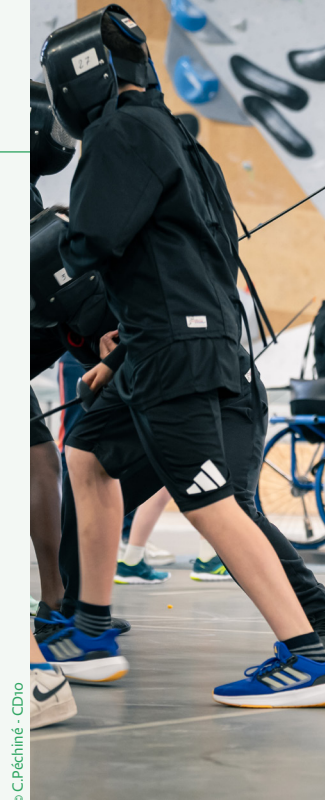
Le Centre sportif de l'Aube propose aux groupes des équipements et un accueil adaptés aux besoins (entraînement, formation, stage d'encadrement...) à Troyes et à Mesnil-Saint-Père, quels que soient la discipline pratiquée, le niveau et les objectifs. Il assure la gestion des centres d'hébergement et de restauration du Centre sportif à Troyes et de la résidence des Lacs à Mesnil-Saint-Père, ainsi que d'équipements tels que des terrains synthétiques du complexe de l'Aube, le Complexe International Multisport Escalade, la base nautique de Mathaux et la halle sportive de Mesnil-Saint-Père. À ce titre, il réalise l'accueil des sportifs, des associations sportives et des scolaires pour des manifestations, championnats, séjours, séminaires, réunions, stages, formations, classes vertes.

Il a en charge la gestion des activités nautiques et portuaires à Mesnil-Saint-Père et Dienville, l'accueil et l'information notamment touristique du public des lacs de la Forêt d'Orient dans les capitaineries. Il est également responsable de la surveillance des périmètres des plages de Mesnil-Saint-Père, Lusigny-sur-Barse, Géraudot et Dienville durant la période estivale.



### Objectifs prioritaires de la direction :

- Développer la politique sportive du Département (notamment en parasport) ainsi que la visibilité et l'utilisation de ses équipements sportifs, d'hébergement et de restauration en assurant leur bon fonctionnement et un parfait accueil.
- Assurer la saison estivale aux lacs de la forêt d'Orient.



e.C.Péchiné - CD10



## Éléments phares ou actions marquantes en 2025

### Une grande variété d'événements sportifs

L'année 2025 s'inscrit comme une année de transition, marquée par un retour à la normale après l'intensité des Jeux Olympiques de Paris 2024.

Les Jeux de l'Aube ont été reconduits pour l'olympiade 2024-2028. Cette décision permettra notamment aux collégiens de bénéficier pleinement de cet événement, qui se prolongera jusqu'aux Jeux Olympiques de Los Angeles 2028.

Par ailleurs, le soutien du Département à un large éventail de manifestations sportives s'est poursuivi activement tout au long de l'année 2025.

La CIME a accueilli de nombreux événements sportifs majeurs, parmi lesquels :

- Le championnat Grand Est de judo
- Le championnat de France de vitesse d'escalade
- Le championnat de futsal du Grand Est
- La finale du championnat de France UNSS de futsal

De surcroît, le Centre Sportif de l'Aube et le Centre de Tennis de l'Aube ont eu l'honneur d'accueillir les ramasseurs de balle de Roland-Garros lors de l'ultime stage avant le tournoi parisien.

### Des équipements qui plaisent aussi aux entreprises

Les infrastructures départementales, incluant notamment les salles de réunion, l'amphithéâtre et les services de restauration du Centre Sportif de l'Aube, ainsi que des équipements sportifs, sont également prisées par les entreprises. Ces dernières ont ainsi pu organiser leurs séminaires, faisant du sport un vecteur essentiel de cohésion et de dynamisme collectif.

# 4 628

**personnes accueillies** au Centre Sportif de l'Aube à Troyes soit **13 692 nuitées** pour une recette de **255 354 € HT** à laquelle il convient d'ajouter **42 174 € HT** pour la location et **324 769 € HT** pour la restauration (soit environ **36 538 repas servis**)

# 1 732

**personnes accueillies** à la Résidence du lac à Mesnil Saint Père soit **5 236 nuitées** pour une recette de **95 509 € HT** à laquelle il convient d'ajouter **14 738 € HT** pour la location et **163 110 € HT** pour la restauration (soit environ **19 816 repas servis**)

# 895 654 €

**HT de chiffre d'affaire**



© C. Péchiné - CD10

## 2. Pôle développement des territoires

# Direction de l'accompagnement des territoires

Elle a pour mission de conduire la politique de soutien du Département aux projets des communes et intercommunalités, en termes de subventionnement, d'ingénierie, qu'elle coordonne. Elle suit les contractualisations avec les territoires. Elle anime également le soutien à la vie associative. Elle a vocation à porter à terme, la politique départementale renforcée en matière d'habitat ancien. Elle assure des missions concourant au développement territorial telles que la constitution et la consolidation de réseaux institutionnels, de partenariats et autres,...

Pour mener à bien une grande partie de ces missions, la direction comprend le service du développement des territoires et de la vie associative pour la gestion des subventions.



### Objectifs prioritaires de la direction :

- Suivre et accompagner les territoires notamment dans le cadre de contractualisation
- Soutenir les projets de territoires financièrement via des subventions et techniquement via l'apport en ingénierie
- Gérer les demandes d'aides financières des associations en fonctionnement et en investissement pour favoriser la vie associative auboise
- Mettre en œuvre un nouveau service public de rénovation de l'habitat (SPRH)





## Éléments phares ou actions marquantes en 2025

### Maintien du soutien départemental aux partenaires

Dans un contexte financier plus contraint, le Département a fait le choix en 2025 de maintenir son soutien aux collectivités et aux associations, acteurs de l'attractivité du territoire et du lien social.

Ainsi, il a continué à subventionner les projets d'investissement communaux et intercommunaux et a maintenu les crédits alloués aux associations pour leur fonctionnement et leurs actions spécifiques, à hauteur de 3,8 M € (hors social).

Enfin, il convient de relever le maintien en 2025 des bourses départementales aux étudiants avec cette année, une gestion 100 % dématérialisée.

### Signature du pacte territorial départemental France Rénov

Suite à une évolution du service public pour la rénovation énergétique et l'adaptation des logements, le Département a signé ce pacte le 30 juin 2025 avec les 12 communautés de communes du territoire auboisi, hors Troyes Champagne Métropole, pour faire bénéficier leurs habitants de ce service public. Pour l'accompagner, le Département a conventionné avec le Syndicat Départemental de l'Énergie de l'Aube qui gère la plateforme Renov'Aube.

445 contacts ont bénéficié de conseils simples sur les enjeux techniques et financiers de la rénovation énergétique. Parmi eux, 41 ont été orientés vers une structure adaptée pour la constitution d'un dossier MaprimeRenov'.



# 7 732 429 €

de subvention  
d'investissement  
pour soutenir 15 projets  
intercommunaux et 349 projets  
communaux dont 139 aidés dans le  
cadre du dispositif d'aide aux petites  
communes reconduit en 2025

# 864

demandes de subventions  
déposées sur la plateforme de  
dématérialisation par les associations

# 1 325 bourses

départementales d'études ont été  
attribuées pour 438 100 €

# Mission d'appui juridique et institutionnelle



Elle est chargée, en tout domaine se rattachant à l'activité du Département, de conseiller et d'assister les services du Département dans une optique générale de prévention des risques juridiques de la collectivité, et notamment, à leur demande ou à celle du directeur général des services.

Le service de l'Assemblée fait partie intégrante de cette mission et a la responsabilité de la préparation et du suivi des réunions du Conseil départemental et de la Commission permanente, ainsi que des arrêtés de délégation.

Elle gère également le standard-accueil qui assure principalement l'accueil physique et téléphonique ainsi que les réservations du pool de véhicules de l'hôtel du Département.



### Objectifs prioritaires de la mission :

- Apporter une expertise juridique à l'ensemble des services et directions de la collectivité en vue de permettre leur acculturation juridique et sécuriser les actes pris par le Département, dans une logique de prévention des contentieux
- Assurer la préparation et le suivi des réunions du Conseil départemental et de la Commission permanente
- Assurer l'accueil physique et téléphonique, identifier, orienter et renseigner les usagers, les partenaires et les prestataires

## Éléments phares ou actions marquantes en 2025

Courant 2025, le service Assemblée a pris en charge deux événements institutionnels imprévus, venus s'ajouter à la préparation et au suivi habituels des séances.

Il a ainsi organisé la séance d'installation d'un nouveau conseiller départemental au sein de la Commission permanente, puis, à la suite de la démission du président et dans un calendrier particulièrement contraint, celle consacrée à l'élection de son successeur.



En 2025, le Conseil départemental s'est réuni à **6 reprises** et a voté **148 délibérations**.

La Commission permanente s'est quant à elle réunie à **11 reprises** et a voté **525 délibérations**.

En matière de contentieux, en 2025, **45 nouvelles actions** ont été introduites. Sur la même période, **31 procédures** ont été clôturées suite à une décision de justice, **27** d'entre elles ont été favorables au Département.

Au 31 décembre 2025, **80 procédures contentieuses** étaient en cours d'instruction.

Le standard téléphonique de l'Hôtel du Département a réceptionné **30 206 appels** en 2025.

© CPéchiné



## 2. Pôle développement des territoires

# Service Foncier

Le service est chargé du foncier, des assurances et du contentieux des constructions. Il assure la procédure de vente et d'acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis (acquisition amiable ou par expropriation) et d'échange, la recherche d'acquéreurs pour les immeubles bâtis et non bâtis qui n'ont plus vocation à rester dans le patrimoine départemental et le transfert en pleine propriété du Département des emprises des collèges.

Pour toutes les propriétés bâties, il a en charge la gestion locative (rédaction des baux et conventions, encaissement des loyers, suivi des paiements, procédures en cas de défaillance du locataire, remboursement des taxes) et pour les propriétés non bâties, le suivi de la gestion des terres agricoles départementales via convention.



### Objectifs prioritaires du service :

- Assurer la gestion immobilière des biens du Département en vue de leur utilisation et de la réalisation de projets (gestion des transactions et locative)
- Gérer les mises à disposition du domaine public départemental
- Porter l'instruction des actes d'urbanisme de près de 92 communes

Il assure également la gestion des impositions du Département (demande de dégrèvements, paiements...), l'actualisation de l'inventaire patrimonial, le suivi des précontentieux et des contentieux liés aux immeubles bâtis et non bâtis et la gestion des contrats d'assurances.

La mission instruction de ce service gère l'instruction des actes d'urbanisme pour les communes ayant délégué cette instruction au Département : permis de construire, permis d'aménagement, permis de démolir, déclarations préalables, certificats d'urbanisme et apporte un conseil et aides aux communes lors de contrôles de conformité obligatoires, de contentieux et sur toute question à l'urbanisme.

© Studio OG





**202**

occupants de biens départementaux

**3 253 171 €**

de loyers chargés perçus en 2025



**3 134**

actes d'urbanisme  
instruits en 2025



**1582 ha**

**32 a**

**20 ca**

Surface des propriétés  
du Département

## 2. Pôle développement des territoires

# Mission actions éducatives et citoyennes



© C. péchiné

### Objectifs prioritaires de la mission :

La mission actions éducatives et citoyennes réalise des actions envers la population, notamment la jeunesse (collégiens) et les bénévoles.

Ses actions consistent plus particulièrement à piloter et animer le Conseil départemental jeunes, proposer des actions en faveur de la citoyenneté et de l'engagement, ainsi que soutenir, faciliter et valoriser le bénévolat dans l'Aube.



© Le bonher des gens



## Éléments phares ou actions marquantes en 2025

### 2025, 1<sup>ère</sup> année de mandat des élus du Conseil départemental jeunes (CDJ)

Portée par le Département de l'Aube dans le cadre de ses compétences en matière d'éducation, de solidarité et de cohésion territoriale, cette mission s'adresse prioritairement à la jeunesse, et précisément aux collégiens. Le CDJ, créé par délibération du 29 janvier 2024 et installé en janvier 2025, en constitue l'outil central.

Tout au long de l'année, les jeunes conseillers ont rencontré différentes directions et visité plusieurs sites départementaux afin de mieux comprendre le fonctionnement de l'institution et la mise en œuvre des politiques publiques. Les échanges avec les élus départementaux ont nourri leurs réflexions et accompagné la construction de leurs projets.

Pour développer leur culture démocratique, ils ont visité l'Assemblée nationale et le Sénat. Certains ont aussi découvert le Parlement européen. Quatre présidents du CDJ ont été invités par Gérard Larcher à participer à une commission « jeunes » au Sénat.

Répartis en six commissions thématiques (citoyenneté et engagement ; sport et santé ; solidarité et bien vivre ensemble ; environnement et développement durable ; culture, tourisme et loisirs ; médias et communication), les jeunes ont élaboré des projets concrets, validés en Commission permanente le 3 novembre 2025.

Parmi les actions phares figurent : « Le P'tit truc en plus », favorisant l'accès à des activités culturelles et sportives en contrepartie d'un engagement associatif dans le Barséquanais ; une journée sportive intergénérationnelle à Romilly-sur-Seine à Romilly sur Seine ; des concerts solidaires de printemps en milieu rural au profit de la Croix-Rouge française ; des ateliers de sensibilisation à la réduction des déchets dans le canton de Vendevre-sur-Barse ; un jeu de piste numérique dans le Briennois pour valoriser le patrimoine ; et des actions de communication pour mieux faire connaître le CDJ.

Ces projets, destinés à des publics variés (jeunes, familles, seniors, personnes fragilisées, habitants ruraux, vacanciers), traduisent l'engagement et le sens de l'intérêt général des jeunes conseillers.



# 62

**jeunes élus**  
représentant les 34 collèges aubois



# 6

**commissions projets**

# 13

**agents du  
Département  
volontaires pour  
animer le CDJ**



En 2025,  
**plus d'une centaine  
de jeunes participants**  
à des présentations citoyennes  
sur le rôle et les missions  
du Département

## 2. Pôle développement des territoires

# Orchestre symphonique de l'Aube



Rendre la musique classique accessible au plus grand nombre : telle est la vocation de l'Orchestre symphonique de l'Aube, créé en 2001 par le Conseil départemental.

Une mission gère l'Orchestre symphonique de l'Aube (administration et codirection artistique). Elle a en charge le fonctionnement de l'orchestre et l'organisation du prix départemental aux jeunes musiciens.

Créé à l'initiative du Conseil départemental, l'Orchestre symphonique de l'Aube comble l'absence d'orchestre symphonique régional. Il complète un paysage musical aubois déjà varié. Sa vocation est d'amener à la musique des auditeurs de tous âges, tous profils et tous secteurs géographiques.

De type classique, le répertoire proposé est éclectique, allant du XVIII<sup>e</sup> à nos jours. La programmation privilégie des œuvres prestigieuses, de préférence faciles d'accès. Ainsi, profanes et mélomanes avertis y trouvent leur compte.

Il est essentiel, pour un enfant qui apprend la musique, de venir écouter les concerts pour élargir sa culture musicale, sentir l'ambiance d'une véritable salle de concert, voir le travail du musicien... Aussi, depuis l'origine de l'Orchestre symphonique de l'Aube, les élèves des écoles de musique peuvent assister gratuitement aux répétitions de l'Orchestre.



### Objectifs prioritaires de la mission :

- Impulser une dynamique nouvelle pour l'Orchestre symphonique de l'Aube suite à la crise sanitaire
- Porter le prix des jeunes musiciens





e C.péchiné - cdtio

## Éléments phares ou actions marquantes en 2025

### Un concert délocalisé à Bar-sur-Seine

Bar-sur-Aube, Nogent-sur-Seine et Romilly-sur-Seine accueillent depuis de nombreuses années, l'Orchestre symphonique de l'Aube en sus du Centre de congrès de l'Aube à Troyes. La Ville de Bar-sur-Seine s'est également portée candidate pour la saison 2024/2025 et a accueilli en avril 2025, un concert de l'orchestre dans sa nouvelle salle de spectacle L'Art en Seine.

### La 25<sup>ème</sup> saison de l'Orchestre symphonique de l'Aube

La saison 2025/2026 marque les 25 ans de l'Orchestre symphonique de l'Aube. Par conséquent, la programmation a été faite autour des œuvres jouées depuis la création de l'orchestre, avec en sus, un pianiste invité de renommée internationale, Eric Lesage et une série de concert famille avec « Pierre et le loup » de Serguei Prokofiev.

En 25 ans, l'Orchestre symphonique de l'Aube aura ainsi joué 589 œuvres musicales, de 104 compositeurs différents, pour 270 000 spectateurs environ et en présence de 97 685 scolaires aux répétitions.



e C.péchiné - cdtio



# 12 209

spectateurs en 2025  
pour 8 séries de concerts, soit...



# 23

concerts en 2025  
dont 16 à Troyes, 3 à Bar-sur-Aube,  
2 à Romilly-sur-Seine,  
1 à Nogent-sur-Seine  
et à Bar-sur-Seine

# + de 110

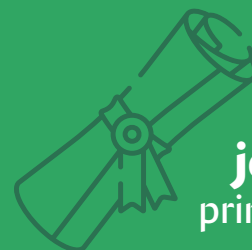
musiciens différents  
mobilisés pour assurer  
les concerts, de manière  
récurrente ou ponctuelle



# 5 504

personnes

(essentiellement des scolaires)  
accueillies aux répétitions de  
l'orchestre



# 34

jeunes musiciens  
primés par le Département

3.





# Pôle patrimoine environnement

Le Pôle Patrimoine et environnement assure le suivi de dossiers stratégiques pour l'aménagement, l'attractivité et le développement touristique du territoire départemental (gestion de parcs d'activités, construction de vélovoies, gestion des bords d'eau et des ports des lacs de la Forêt d'Orient, aménagements fonciers, etc.).

Il prépare et met en œuvre la politique de transport ainsi que la politique environnementale du Conseil départemental, conduit les opérations de construction et de réhabilitation de bâtiments et est le garant du maintien de l'intégrité du vaste patrimoine immobilier de la collectivité, soutient les communes rurales dans le domaine de l'assainissement, et intervient à titre règlementaire en santé animale et en hygiène alimentaire. Il assure l'aménagement, l'exploitation, l'entretien et la gestion de la voirie départementale. Il a en charge les relations avec les collèges publics et privés, et gère en régie le Centre de congrès de l'Aube.



## Le mot du DGA

En mobilisant près des deux tiers du budget d'investissement de la collectivité, le Pôle Patrimoine et Environnement (PPE) joue un rôle central dans de nombreux domaines. Il se place au service des administrés, tant directement qu'indirectement, à travers le soutien apporté aux différentes directions. Ses équipes s'engagent chaque jour pour améliorer la qualité de vie des Auboisiens, notamment par l'entretien des collèges et des établissements recevant du public, l'exploitation de 4 500 kilomètres de routes, le transport des élèves et étudiants en situation de handicap, la valorisation des espaces naturels sensibles et la gestion de sites touristiques d'intérêt.

L'exercice 2025 s'est toutefois inscrit dans un contexte de raréfaction accrue des ressources financières et humaines, conjuguée à une exigence renforcée d'efficacité de l'action publique. Dans ce cadre, la collectivité recentre son intervention sur ses compétences propres et hiérarchise plus strictement ses priorités.

L'année 2025 a confirmé l'importance de poursuivre les démarches engagées en faveur de la transition énergétique, de la maintenance préventive et de l'innovation, leviers indispensables pour concilier contraintes budgétaires et vision à long terme.

Dans ce contexte, les équipes du Pôle démontrent leur capacité d'adaptation et leur engagement au service de l'intérêt général, en conduisant leurs missions avec rigueur, pragmatisme et souci de performance.

Plus que jamais, notre ambition demeure de garantir un service public utile et efficace, centré sur les compétences essentielles de la collectivité. Ce rapport d'activité en témoigne, à travers les actions menées et la mobilisation des équipes face aux défis à venir.

**Malo Blanchard**

Directeur général adjoint en charge  
du pôle patrimoine et environnement

### 3. Pôle Patrimoine et Environnement

# Direction des bâtiments

La direction des Bâtiments gère et entretient le patrimoine immobilier départemental.

Elle est composée de trois services :

› **Le service études et travaux**

en charge des travaux de maintenance, d'entretien et de gros entretien des 109 sites départementaux (456 bâtiments soit environ 450 000 m<sup>2</sup> de surface construite).

› **Le service énergie, maintenance, prévention et accessibilité**

en charge des contrôles réglementaires, du suivi des commissions de sécurité, de la mise en accessibilité des bâtiments et de la rénovation énergétique.

› **Le service intérieur**

en charge de la gestion du courrier, du protocole et des menus travaux de maintenance.

L'ensemble de ces trois services sont supportés par un secrétariat technique et administratif et une cellule architecture.



# 109

**sites départementaux**

comprenant 456 bâtiments et représentant 450 000 m<sup>2</sup> de surface construite. 20% de ces lieux sont occupés par les agents, 75% sont des lieux spécifiques recevant du public et 5% sont à usage de loisirs.



# 66

**sites sont soumis  
au décret tertiaire**

(obligation de réduction des consommations énergétiques de **40% en 2030, 50% en 2040 et 60% en 2050**)  
représentant environ **250 000 m<sup>2</sup>**

# 25

**collèges pour  
218 bâtiments et 180 000 m<sup>2</sup>  
de surface construite**



© C.Péchiné - cdto



## Mise en accessibilité des collèges Auboisiens

La mise en accessibilité des bâtiments accueillant du public est une obligation réglementaire depuis la loi du 11 février 2005, sur l'égalité des droits et des chances. La collectivité départementale a choisi de prioriser les sites accueillant un public jeune et vulnérable, les collèges. La mise en accessibilité d'un collège se traduit par de multiples interventions sur de nombreux corps d'état. Concrètement, les travaux sont la création d'une bande de guidage entre l'entrée de l'établissement et l'accueil, signalétique extérieure et intérieure des bâtiments, la création d'ascenseurs permettant l'accès aux étages, la création de rampes d'accès extérieur, l'adaptation des sanitaires, l'adaptation des escaliers extérieurs et intérieurs (mains-courantes, bandes d'éveil à la vigilance, contrastes), l'installation de paillasse adaptées dans les salles de sciences pour les collèges ou encore l'installation de vidéophones PMR dédiés à la communication. Les travaux sont précédés d'une phase d'études comprenant le dépôt d'une autorisation de travaux.

À la fin de l'année 2025, l'ensemble des collèges auboisiens sont accessibles ainsi que le Centre Départemental de l'Enfance et la MDPH.

Coût global de cette opération : 3 400 000 € TTC collèges / 150 000 € TTC CDE / 16 000 € TTC MDPH.

## Rénovation de la passerelle du collège Brienne-le-Château

Une passerelle de liaison entre locaux au collège de Brienne-le-Château commençait à présenter des désordres et devait faire l'objet d'un traitement. En 2025, elle a fait l'objet d'une rénovation globale incluant la dépose complète des châssis vitrés constitutifs de la façade et leur remplacement par un ensemble mixte composé d'un panneau vitré, d'un panneau plein et d'un panneau composé de ventelles. En outre, la structure métallique conservée a été repeinte et l'éclairage intérieur a été repris en totalité.

Coût total de l'opération : 120 000 € TTC.

# Éléments phares ou actions marquantes en 2025

## Rénovation de la gendarmerie de Bouilly

Le Département est propriétaire de 14 sites de gendarmerie (locaux administratifs et logements) mis à disposition de l'Etat pour l'accueil des brigades de gendarmeries.

La gendarmerie a bénéficié de travaux d'ampleur comprenant d'une part la rénovation du bâtiment (mise en accessibilité du site avec notamment la création d'une rampe en façade, isolation thermique par l'extérieur, mise en conformité des cellules et rénovation intérieure complète des bureaux) et d'autre part la sécurisation du site, par le remplacement des clôtures et des deux portails, et la rénovation des voiries intérieures.

Coût de l'opération : 350 000 € TTC.

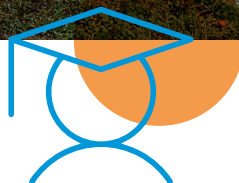
## Remplacement des systèmes de sécurité incendie

Les systèmes de sécurité incendie permettent de prévenir les usagers d'un bâtiment en cas de départ de feu afin qu'ils puissent évacuer les locaux pour se mettre en sécurité. Ces systèmes sont essentiels à la sécurité des personnes et nécessitent d'être renouvelés de manière régulière (environ tous les 10 ans) afin que leurs fonctions originelles perdurent. En 2025, les systèmes de sécurité incendie de 11 sites départementaux ont été remplacés.

Coût total de l'opération : 800 000 € TTC.



© Département de l'Aube



### 3. Pôle Patrimoine et Environnement

# Direction des routes

La direction des Routes gère les routes départementales (entretien, modernisation et circulation). Elle assure une présence technique sur l'ensemble du département à travers ses 5 ARD (agence routière départementale) et 12 centres routiers.



**Elle est composée de plusieurs services :**

#### › Le service modernisation et entretien de la route

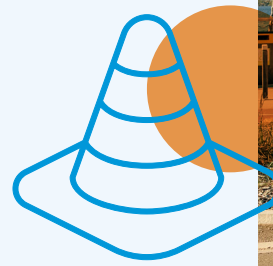
en charge de la conduite des études d'opportunité et de faisabilité en matière d'évolution du réseau routier, de la programmation et du pilotage des opérations de modernisation et de l'entretien du réseau routier.

#### › Le service exploitation et sécurité de la route

pour coordonner la lutte contre l'insécurité routière et la politique d'exploitation routière du Département.

#### › Le service assistance routes et matériels

pour assurer notamment le renouvellement des véhicules, matériels engins ainsi que l'entretien et la maintenance de tous les véhicules et engins de la collectivité



**266**  
kms de couche  
de roulement rénovés

**40**  
kms de structure  
reprises

#### Objectifs prioritaires de la direction :

- L'exploitation qui consiste à maintenir les conditions optimales de circulation, cela comprend entre autres la taille des végétaux dont le fauchage, les opérations de viabilité hivernale, le nettoyage des routes et de ses accotements. L'exploitation est assurée essentiellement par les agents des centres routiers
- L'entretien des infrastructures qui comprend entre autres le curage des fossés, le dérasement des accotements, le renouvellement de la signalisation routière, le renouvellement des couches de roulement, la rénovation des ouvrages d'art
- La modernisation des infrastructures qui comprend entre autres l'aménagement des points singuliers comme les carrefours, les élargissements de chaussée et des ouvrages d'art, la création de nouveaux itinéraires et les déviations





## Éléments phares ou actions marquantes en 2025

### Le Département réaménage le site de Mesnil-Saint-Père

Le Département a poursuivi la requalification du site de Mesnil-Saint-Père avec la réhabilitation du parvis de la Maison des Lacs, la création d'un giratoire sur la RD43 et d'un parking de 250 places près de la Halle Sportive. Ces aménagements visent à sécuriser la circulation, redonner de la place à la nature, et offrir une meilleure qualité de service aux usagers avec en particulier la construction d'un terrain multisport.

Coût total de cette seconde phase à la charge du Département : 3 240 000 € TTC

### Le Département réhabilite un ouvrage d'art franchissant la ligne ferroviaire à Briel-sur-Barse

Afin de sécuriser la circulation routière vis-à-vis de la circulation ferroviaire, le Département a réhabilité l'ouvrage du RD28 qui franchit la ligne SNCF Paris-Bâle. Le pont a été entièrement rénové avec des reprises structurelles lourdes et la mise aux normes des gardes corps. Enfin la couche de roulement a été réalisée en enrobés. Les travaux ont duré de mars à octobre 2025, avec des périodes d'interruption du trafic ferroviaire de nuit.

Coût total de l'opération à la charge du Département : 600 000 € TTC

### Le Département sécurise l'axe Nogent-sur-Seine / Avant-les-Marcilly

Afin de sécuriser la liaison entre Nogent-sur-Seine et Avant-les-Marcilly, le Département a renforcé et élargi la chaussée de la RD54 sur 5,7 km durant la période estivale. Sous les rives, un retraitement en place au liant hydraulique a été réalisé avant l'application d'une grave-bitume et d'un enrobés en pleine largeur. Enfin le marquage horizontal a été appliqué pour obtenir une nouvelle voirie de 6,00m de large.

Coût total de l'opération à la charge du Département : 1 235 000 € TTC

## Les routes et ponts dans l'Aube

**4 500 kms** de routes départementales

**170 kms** d'autoroutes (A5 et A26)

**2 000 kms** de routes communales

**33 kms** de routes nationales

**≈ 1000** ponts

## Opérations d'exploitation

**200 000**

heures de travail réparties ainsi :

<b>32,16 %</b>	Fauchage et Entretien des plantations
<b>12,6 %</b>	Ingénierie
<b>13,94 %</b>	Signalisation
<b>14,57 %</b>	Entretien des chaussées
<b>6,89 %</b>	Assainissement
<b>8,43 %</b>	Entretien des ouvrages d'art
<b>4,42 %</b>	Propreté de la route
<b>4,47 %</b>	Bords d'eau des lacs, canal & fleurissement
<b>1,19 %</b>	Viabilité hivernale
<b>1,34 %</b>	Intervention d'urgence nuit et week-end



### 3. Pôle Patrimoine et Environnement

# Direction transition écologique, mobilités et aménagement

La direction met en œuvre la politique environnementale du Département : espaces naturels sensibles, actions en faveur de la biodiversité, politique de l'eau, agriculture et alimentation, actions pour la transition énergétique, covoiturage et mobilité durable.

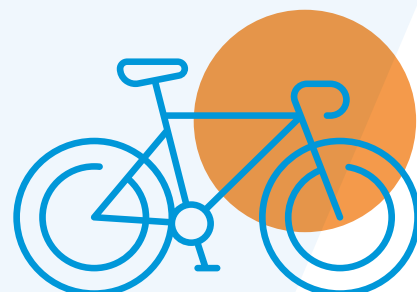
Elle assure également le suivi des dossiers liés à l'aménagement et au développement du territoire départemental : gestion de parcs d'activités, aménagement de vélo voies, gestion des bords d'eau, des ports des lacs de la Forêt d'Orient, gestion de l'aéroport de Troyes-Barbercy, partenaire financier en matières fluviale, eau potable, assainissement et ferroviaire.

Enfin, elle organise le transport des élèves et étudiants en situation de handicap et met en œuvre la politique volontariste du Département en matière de transports occasionnels et UNSS des collégiens.



#### Objectifs prioritaires de la direction :

- Développer les aménagements et infrastructures qui participent à l'attractivité du territoire
- Assurer les transports des élèves et étudiants en situation de handicap, UNSS et occasionnels des collégiens
- Mettre en œuvre la politique de mobilité, ainsi que les actions en faveur du covoiturage sur le territoire
- Mettre en œuvre la politique en faveur de l'eau potable et assainissement
- Relever les défis de la transition écologique en lien notamment avec les compétences du Département (agriculture et alimentation, transition énergétique, espaces naturels sensibles, biodiversité, préservation de la ressource en eau)
- Accompagner les partenaires dans les projets structurants du territoire





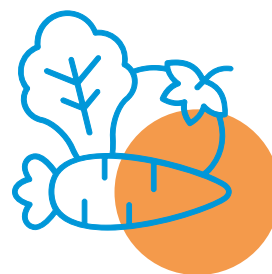
## Éléments phares ou actions marquantes en 2025

### Les 20 ans du Parc logistique de l'Aube

Créé en 2005 à l'initiative du Département de l'Aube, le Parc logistique de l'Aube s'est imposé en vingt ans comme un site stratégique pour le développement économique du territoire.

Aménagé progressivement depuis 2005, ce parc de 250 hectares accueille aujourd'hui plusieurs entreprises nationales et internationales et totalise près de 270 000 m<sup>2</sup> de bâtiments logistiques. Il représente entre 1 000 et 1 500 emplois et contribue à renforcer l'attractivité économique de l'Aube.

Porté par les services départementaux en partenariat avec de nombreux acteurs publics et privés, le parc continue d'évoluer en intégrant les enjeux environnementaux et d'aménagement durable, confirmant son rôle structurant pour l'économie locale.



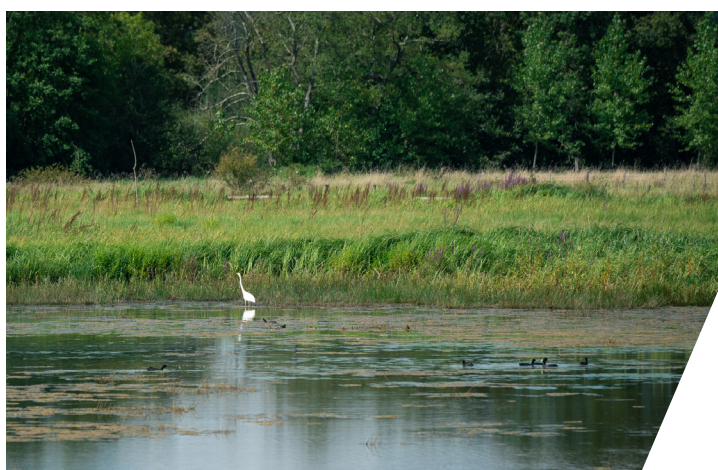
### Trois nouveaux sites labellisés Espace naturel sensible

L'Aube possède un patrimoine naturel riche et diversifié. Pour préserver cette biodiversité exceptionnelle, le Département a initié une politique de mise en œuvre des Espaces naturels sensibles (ENS) à travers un schéma départemental des ENS approuvé en 2023. Un Espace naturel sensible est un ensemble de milieux naturels qui présente des caractéristiques écologiques intéressantes et sur lesquels sont mises en place des actions de préservation ou de réhabilitation et d'éducation à l'environnement.

L'année 2025 a vu la concrétisation de la labellisation Espace naturel sensible de trois nouveaux sites :

- **La Pelouse du Moulin à vent** sur la commune de Baroville, caractérisée par des pelouses marnicoles et calcicoles en bon état de conservation, et typiques de la Côte des Bar ;
- **Le Parc de la Rochefoucauld** à Estissac, dont les arbres ornementaux remarquables dominent des zones humides aux fonctionnalités écosystémiques notables ;
- **L'Étang du Grand Verdat**, propriété de la commune d'Épothémont, plan d'eau probablement créé par l'homme à l'époque médiévale, et caractérisé par une faible profondeur et un milieu mésotrophe rare et menacé.

Cette démarche permet de renforcer les liens avec les acteurs du territoire engagés dans la protection de l'environnement, dont le Conservatoire d'Espaces Naturels de Champagne-Ardenne et le Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) Sud-Champagne.

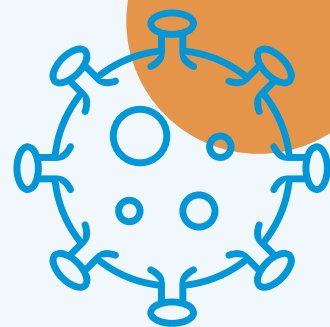


# Laboratoire départemental d'analyses

En santé animale, le laboratoire assure diagnostic et dépistage des maladies réputées contagieuses (notamment celles transmissibles à l'homme), des maladies liées à la certification des cheptels, l'épidémiosurveillance des maladies animales et participe activement aux réseaux de surveillance épidémiologique de la faune sauvage.

En hygiène alimentaire, il effectue les analyses d'autocontrôles des denrées alimentaires (matières premières, produits finis, contrôles d'environnement) à la demande de ses clients (professionnels de l'alimentaire) et les contrôles officiels notamment lors de toxi-infections alimentaires collectives. Il propose aussi des formations à l'hygiène aux professionnels de l'agroalimentaire et des audits portant sur le respect des règles d'hygiène et l'application de la méthode HACCP.

Il assure aussi le suivi du plan de maîtrise sanitaire des services de restauration des collèges publics.



#### Objectifs prioritaires du laboratoire :

- Détection précoce de foyers et de situations sanitaires à risque
- Prise en charge rapide et réalisation des analyses en lien avec ses agréments en santé animale et hygiène alimentaire. Dans ce cadre, en cas de menace ou d'atteinte grave à la sécurité de l'alimentation ou à la santé publique, il met ses capacités à la disposition des représentants de l'Etat
- Surveillance épidémiologique, sanitaire et biologique du territoire notamment pour les maladies réglementées (Rage, ESB, FCO, MHE, Influenza aviaire, SBV, Tuberculose, DNC), aussi bien pour les animaux d'élevage, que pour la faune sauvage
- Participation aux plateformes d'épidémiosurveillance nationales
- Accompagnement des professionnels de l'élevage, de la chasse et de l'agroalimentaire (restaurations collectives ou commerciales, artisans des métiers de bouches, industriels, petits producteurs...) et des particuliers



## Éléments phares ou actions marquantes en 2025

### Un épisode de grippe aviaire sans précédent chez les grues cendrées

Il a été observé entre mi-octobre et fin décembre 2025, d'abord en Allemagne puis en France en suivant le couloir migratoire qui passe par notre région et notamment les grands lacs. Des milliers de cadavres ont été observés et des collectes organisées pour diagnostic. Dans la quasi-totalité des cas, une infection par la grippe aviaire a été confirmée. Cet épisode a généré un pic d'activité avec près de 150 autopsies réalisées.

Les grues cendrées n'ont pas été les seules infectées, de nombreux autres oiseaux aussi : faucon pèlerin, milans noirs, mouettes rieuses, grandes aigrettes, cygnes tuberculés, canards, ainsi que des mammifères, notamment les renards se nourrissant de cadavres. L'épidémie a entraîné une surveillance accrue en élevage, et le laboratoire a aidé au diagnostic de 3 foyers positifs grippe aviaire en basse-cour et élevages de volailles dans la Marne, la Haute-Marne et l'Aube.

### Une surveillance accrue des maladies animales

Dans un contexte de circulation active de virus en Europe, la surveillance épidémiologique est restée une priorité : Peste porcine africaine affectant les sangliers présente en Allemagne, en Italie et en Espagne ; Fièvre catarrhale ovine et Maladie hémorragique épizootique circulant chez les ruminants domestiques (bovins, ovins caprins) puis la Dermatose nodulaire contagieuse bovine arrivée dans certaines régions françaises. Heureusement, aucun cas de cette maladie gravissime n'a été détecté dans l'Aube.

### Développement de l'activité de formations dispensées par le laboratoire

Au service des professionnels de l'alimentaire et des éleveurs, le laboratoire est reconnu comme organisme de formation depuis plus de 25 ans et certifié Qualiopi depuis 2022. Cinq modules sont actuellement proposés, centrés sur la connaissance du monde microbien, l'hygiène alimentaire et les bonnes pratiques, le plan de maîtrise sanitaire et la méthode HACCP. Un catalogue des formations a été réalisé en 2025 pour mieux communiquer sur cette activité.

## Santé animale

663

clients

4 368

dossiers

236

autopsies réalisées

26 008

échantillons

44 182

analyses

## Hygiène alimentaire

399

clients

2 716

dossiers

12 988

échantillons

36 942

analyses

422

personnes formées  
à l'hygiène

37

audits réalisés



### 3. Pôle Patrimoine et Environnement

# Centre de congrès de l'Aube

Ce service de la collectivité est chargé de la gestion technique de l'auditorium et du centre de congrès de l'Aube. Il gère notamment, les plannings, la relation avec les clients, l'établissement des feuilles de route des manifestations ainsi que la gestion technique y afférent, accueil, montages/démontages, régies son/lumière/vidéo ...

Il s'appuie en tant que besoin sur des compétences internes partagées avec la DSIN et la direction des bâtiments et notamment le service intérieur.

Il travaille en lien étroit avec Aube en Champagne Attractivité, structure chargée de la commercialisation des congrès.



#### Objectifs prioritaires du Centre de congrès :

- Accueillir avec une satisfaction client maximale des événements de tous horizons (rayonnement local, régional, national et international)
- Assurer le bon déroulement de tous les événements accueillis
- Assurer la sécurité des biens et des personnes
- Assurer la gestion et l'entretien des locaux, des matériels et équipements.



≈ **208**  
jours occupés

tous événements cumulés soit un taux d'occupation total de **57 %**

**96**

jours occupés  
pour la partie  
tourisme d'affaires

**27**

jours occupés  
pour les répétitions  
et concerts OSA

**85**

jours occupés  
pour les événements  
internes du Département  
et mises à disposition

## Budget

### Dépenses :

inv. 230 k€ / fonct. 240 k€  
(hors personnel et foncier)

**Recettes :** fonct. 364 k€

**432 142 €**

**de chiffre d'affaires TTC**



e Le bonheur des gens



## Éléments phares ou actions marquantes en 2025

### Le Centre de congrès de l'Aube

continue son investissement dans l'acquisition de matériels performants afin de répondre aux attentes des organisateurs de congrès, avec notamment l'achat d'un vidéoprojecteur de 20 000 lumens et acquisition de nouvelles consoles.



## Les activités du Congrès

**71** événements externes  
dont 53 facturés

**27 478** participants accueillis pour la partie tourisme d'affaire

**+ 90 %**  
de taux de satisfaction

## Congrès accueillis

<b>Congrès Tendances et Matières</b> .....	<b>250</b>
19 et 20 mars 2025	pax
<b>Congrès FGF FO</b> .....	<b>300</b>
Du 24 au 27 mars 2025 (4 jours de congrès)	pax
<b>Colloque FRD</b> .....	<b>200</b>
17 et 18 novembre 2025	pax
<b>Congrès Alliance Grande Loge</b> .....	<b>700</b>
20 et 21 septembre 2025 (déjà venu en 2019)	pax
<b>Congrès Française de l'illusion &amp; Championnat de France de Magie</b> .....	<b>650</b>
25 au 28 septembre 2025 (déjà venu en 2021)	pax
<b>Congrès National de la Sage-femme Libérale</b> .....	<b>500</b>
06 et 07 novembre 2025	pax
<b>Convention d'affaires du Biogaz et de la Méthanisation</b> .....	<b>200</b>
27 et 28 novembre 2025	pax
<b>Congrès CDFT Cadres</b> .....	<b>300</b>
Du 02 au 04 décembre 2025	pax

## 16 concerts

de l'orchestre symphonique de l'Aube

**11 000**  
spectateurs en tout



### 3. Pôle Patrimoine et Environnement

# Direction des collèges

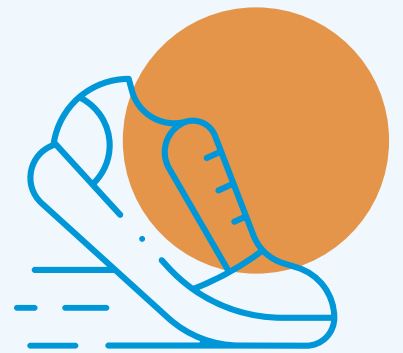
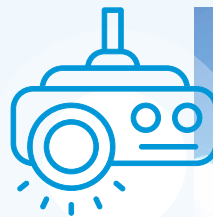
Au regard des compétences départementales en matière des collèges publics, la Direction créée en 2024 gère notamment le calcul et la répartition des dotations financières, le financement du matériel et du mobilier, la gestion de l'aide départementale, l'octroi des concessions de logements, les contrats aidés. Elle effectue le suivi budgétaire ainsi que la tarification et les modalités d'exploitation des services de restauration. Elle a également en charge l'élaboration des accords-cadres et la passation des marchés subséquents et MAPA pour les divers équipements et pour les personnels départementaux œuvrant dans les collèges.

Pour les collèges privés, la direction assure l'instruction des demandes d'aide financière à l'investissement et au fonctionnement.



#### Objectifs prioritaires de la direction :

- Mise en œuvre des compétences du Conseil départemental dans le domaine des collèges et notamment des ambitions de la collectivité en matière de modernisation et de qualité au service des apprentissages des collégiens aubois
- Coordination des interventions de l'ensemble des directions et services du Département qui agissent en faveur des collèges
- Exercice, en lien avec la DRH, de l'autorité hiérarchique des 250 agents ATTEE affectés dans les établissements intervenant dans les domaines de la restauration, de la maintenance, de l'entretien et de l'accueil
- Gestion administrative, technique et financière des moyens alloués aux collèges
- Gestion des personnels en contrats aidés mis à disposition des collèges publics
- Ancrage au sein des établissements des initiatives à vocations culturelle ou sportive portées par les directions ou services concernés de la collectivité



rs d'éloquence de  
Aube 2025



## Éléments phares ou actions marquantes en 2025

### Le concours d'éloquence de l'Aube

Chaque année, le Département de l'Aube organise un concours pour les collégiens aubois. Il a décidé, pour l'année scolaire 2024/2025, de mener un nouveau projet associant les élèves des collèges publics et privés au concours d'éloquence organisé par la Fondation de l'UTT.

L'organisation d'un concours d'éloquence pour des collégiens a plusieurs objectifs : développer chez les élèves des compétences essentielles, telles que l'art de s'exprimer clairement, la structuration de la pensée et la capacité à argumenter de manière convaincante. Ce concours valorise également la culture générale et l'ouverture d'esprit. Il est un outil puissant pour encourager la curiosité intellectuelle des collégiens et leur engagement citoyen, tout en cultivant la créativité et le plaisir de l'expression orale.

Les quarts de finale du concours ont été organisés dans les collèges, par les collèges. Durant ce concours, chaque candidat avait à prononcer devant jury une plaidoirie sur un thème défini. « Le bonheur est-il affaire de réussite ? », fut le thème de la finale le 4 juin à l'UTT qui fut retransmise sur Canal 32.

### Le dispositif Caravelle

Dans le cadre de la politique prioritaire du gouvernement pour la généralisation de l'Éducation Artistique et Culturelle (EAC), le dispositif « Caravelle » est une démarche d'expérimentation sur deux années scolaires (2024-2025 et 2025-2026) menée en faveur de la mobilité de l'ensemble des collégiens et des lycéens d'un département. Fruit d'une coopération entre l'État, la Région Grand Est, le Département de l'Aube et la société Pass Culture, ce dispositif cherche à favoriser l'accès de ces jeunes à une éducation artistique et culturelle de qualité.

Dans ce cadre, le Département prend en charge une partie des frais de transport des collégiens aubois (5€ par collégien et par année scolaire) vers une douzaine de lieux culturels locaux (Cité du vitrail, commanderie d'Avalleur, musée Camille Claudel, musée Napoléon...).

Pour l'année 2024-2025, 11 collèges ont bénéficié du dispositif pour un montant de 6 338 € financés par le Département de l'Aube.

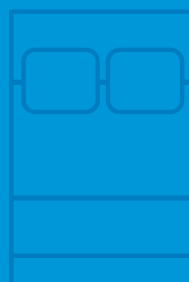
**11 917**  
élèves  
au sein des collèges publics



**7 957**  
demi-pensionnaires



**26**  
internes



**557 000 €**  
investis pour renouveler  
les matériels de cuisine



**376 000 €**  
investis pour compléter  
et renouveler le matériel  
d'entretien et le mobilier

### 3. Pôle Patrimoine et Environnement

# Mission d'appui administrative, comptable et achat

e Adobe Stock

Ce service intervient à titre de soutien administratif, comptable et d'achats publics auprès des directions et services métiers du pôle patrimoine et environnement et à titre d'appui auprès de la DSIN et du centre sportif de l'Aube. La mission assure également l'établissement et le suivi des dossiers de demande de subventions concernant les opérations de bâtiments et accompagne et/ou vient en soutien auprès des services du PPE sur le volet des marchés publics du pôle.

Elle est composée de quatre cellules pour assister les directions opérationnelles du PPE dans l'établissement de leurs budgets et gère comptablement les dépenses et les recettes du pôle, de la DSIN et du Centre sportif de l'Aube. La cellule achats publics organise, met en place et participe à la gestion des procédures d'achats de fournitures et de prestations de service.



#### Objectifs prioritaires du service :

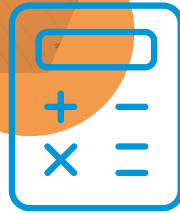
- Coordonner l'élaboration et le suivi de l'exécution du budget du PPE
- Contribuer à l'harmonisation des procédures administratives, comptables et achats publics entre les directions du PPE
- Gérer les opérations comptables en dépenses et recettes (engagements et liquidation des dépenses d'investissement et de fonctionnement et émission des titres de recette) et le suivi administratif des marchés publics du PPE dans le respect du délai de paiement réglementaire



## Éléments phares ou actions marquantes en 2025

➤ **Gestion des demandes d'achats de fournitures et services** émises par les services départementaux dans ASTECH (fournitures, mobiliers, matériels, déménagements) :

- 293 demandes prises en charge en 2025
- 262 demandes traitées en 2025



**65 629 350 €**

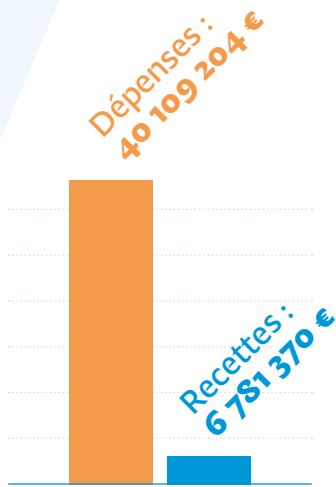
**Total des dépenses du PPE**

soit **14%** de la part  
du budget départemental

**11 987 372 €**

**Total des recettes du PPE**

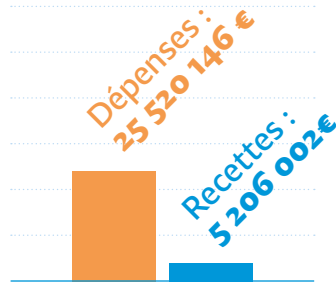
soit **2.6 %** de la part  
du budget départemental



**Budget du PPE**

**Investissement**

Évolution dépenses 2024/2025 : -23.89 %  
Évolution recettes 2024/2025 : +49,35%



**Fonctionnement**

Évolution dépenses 2024/2025 : -2.76 %  
Évolution recettes 2024/2025 : -1.54%

**20 300**  
**mandats**  
émis en 2025

**60**  
**consultations**  
de marchés publics  
lancées en lien avec  
le service marchés

**≈ 4000**  
**marchés**  
notifiés au titre du PPE

# 4. Direction des ressources humaines

La direction des ressources humaines a pour mission la gestion des carrières et des rémunérations, le recrutement, la formation, le dialogue social, les questions de santé, de sécurité et d'hygiène au travail et reclassement professionnel.

• • •



## La DRH est composée de trois services :

### › Le service emploi compétences

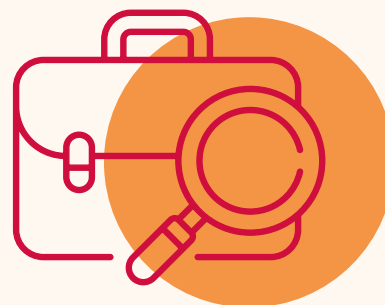
en charge du recrutement en lien avec les services métiers, et la gestion des plans de formation.

### › Le service gestion administrative et financière

en charge de la gestion des carrières, des retraites, des congés et de la rémunération des agents de l'administration départementale

### › Le service vie au travail, prévention, santé et sécurité

qui gère les relations avec les organisations syndicales, la politique en faveur des personnels en situation de handicap, la prévention des risques professionnels et la médecine du travail.



---

## Objectifs prioritaires de la mission :

Direction ressource, elle, recrute les effectifs et les compétences nécessaires à la mise en œuvre des projets départementaux. Elle participe au pilotage et au partage de la politique RH de la collectivité, sous la responsabilité de la direction générale.

Elle gère un effectif de 1 600 agents et de 80 métiers.

# Éléments phares ou actions marquantes en 2025

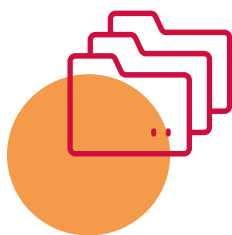
## Service Administratif et Financier

### / Dématérialisation des bulletins de salaires

Dans la continuité de la dématérialisation de la gestion DRH entamée depuis 2014, les bulletins de salaire des agents ont été dématérialisés depuis octobre 2025 en partenariat avec l'Espace Numérique Sécurisé de l'Agent Public (ENSAP).

L'ENSAP est une plateforme internet sécurisée, gratuite, personnalisée, accessible 7 jours sur 7, qui garantit une conservation des bulletins de paie jusqu'àux 75 ans de l'agent en assurant la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données.

Cette diffusion sous format numérique, s'applique de droit à tous les agents rémunérés mais pas aux élus, pour lesquels le format papier est maintenu par exception.



## Service Emploi-Compétences

### / Externalisation du traitement et du suivi des ARE (Allocations de Retour à l'Emploi)

Pour les agents du CD10, du CDE, les assistants familiaux avec l'éditeur CEGAPE et l'Outil GALPE, en lieu et place d'un traitement en régie.

L'externalisation permet :

- l'attache des demandeurs d'emploi, le suivi, la relance par mail pour l'actualisation France Travail
- Le calcul et vérification du montant des ARE dues
- la constitution des fichiers informatiques mensuellement transmis à la DRH pour intégration au traitement de paye.



## Service Vie au Travail (SVT), prévention, santé, sécurité

### / Prévention primaire

Continuité du déploiement de la pré imprégnation pour limiter les troubles musculo-squelettiques des agents.

Après un an d'expérimentation de la méthode de nettoyage par pré imprégnation dans 3 collèges du département, il a été décidé de déployer dans 6 autres collèges.

Cette méthode de travail consiste à imprégner à l'avance les bandeaux et lavettes d'une solution adaptée à la surface à traiter, sans essorage manuel ni immersion dans un seau d'eau usagé. Cela assure une meilleure hygiène, une moindre pénibilité pour l'agent et une gestion plus efficiente des produits d'entretien.

## Service gestion administrative et financière



**1 700**  
bulletins de  
paie par mois

(Aube + labo + assfam + cde)

**5 174**

arrêtés établis en 2025

**420**

avancements d'échelons

**74**

avancements de grades  
et **21 Promo internes**

**3 lauréats** de l'examen professionnel  
promus

**56**

dossiers de  
retraites étudiés  
et **19** pour départ  
en retraite  
progressive

**33**

départs à la  
retraite et  
**5** retraites  
progressives



## Service emploi compétences

**242**

recrutements

**8 674**

candidatures  
reçues

**524**

candidats  
rencontrés



© Adobe Stock



## Service vie au travail



© Adobe Stock

**248**  
Consultations  
avec l'infirmière

**482**  
rendez-vous avec  
l'assistante sociale



**635**  
Consultations  
avec les médecins  
du travail

**130**  
aménagement de postes  
réalisés suite à restriction de  
santé terminés

**46**  
bénéficiaires CESU « vie active  
» de travail, agents reconnus  
travailleurs handicapés.



# 5. Direction des finances, du conseil en gestion et des marchés

La Direction des finances, du conseil en gestion et des marchés (DFCGM) participe à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie budgétaire et financière de la collectivité ; elle est à ce titre garante de la fiabilité et de la sécurité des procédures budgétaires et comptables. Ses compétences en matière de conseil en gestion sont mises à la disposition des directions pour répondre à leurs demandes.

La DFCGM est également en charge de la commande publique, garante du respect des procédures et elle accompagne les directions dans la recherche de performance des achats dans ses dimensions économiques, sociales et environnementales



**Pour remplir ses missions, la direction est organisée en 3 services :**

## › Le service finances

en charge, de la préparation et la gestion du budget principal et des budgets annexes, de l'exécution des dépenses et des recettes, de la gestion de la dette et de la trésorerie

## › Le service conseil en gestion

pour la réalisation des études financières et organisationnelles et apporte des conseils aux directions de l'administration départementale

## › Le service des marchés

qui assure l'ensemble des missions relatives au processus des marchés publics de la collectivité



## Service des finances

### Éléments phares ou actions marquantes en 2025

#### Nouveau calendrier budgétaire avec un budget primitif au 31 mars

Dans un contexte national d'incertitudes autour des lois de finances et des ressources des collectivités, le Département a fait le choix d'adapter son calendrier budgétaire en 2025 en décalant le vote du budget primitif, habituellement adopté fin janvier, à la fin mars.

Cette évolution a été mise à profit pour y intégrer les résultats de l'année précédente et ajuster les reports de crédits, apportant ainsi aux élus comme aux services, une vision globale et consolidée des crédits disponibles pour l'année près de deux mois avant le traditionnel budget supplémentaire, qui, devenu inutile, a été supprimé.

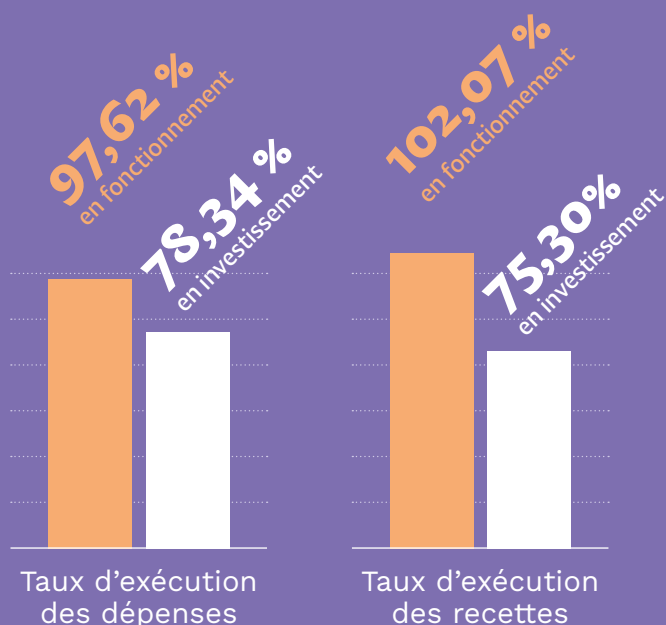
#### Signature d'une convention partenariale portant sur le recouvrement des produits locaux avec la Direction départementale des finances publiques (DDFIP) et la Paierie Départementale

Dans le prolongement de la convention des services comptables et financier (CSCF) signée en 2023, cette convention spécifique vise à renforcer le partenariat et la coordination quotidienne avec les services des finances publiques, à travers une optimisation continue des processus d'émissions et de recouvrement des recettes du Département.

Il s'agit principalement de sécuriser ces ressources importantes, d'anticiper et pallier aux risques de contentieux et de fraudes, et in fine de conforter le haut niveau de recouvrement atteint ces dernières années et qui se traduit par un taux de recouvrement de 96,63% en 2025.

# 458,9 M€

montant du budget départemental



› Le délai global de paiement en 2025 est de **24,91 jours**

› Encours de dette au 31/12/2025 : **72 738 654 €**

› Capacité de désendettement : **2,21 années**

› Nombre de mandats et titres sur le budget principal : **43 558 mandats et 10 914 titres**

› Valorisation du patrimoine : **2,76 milliards d'euros** dont 1,7 milliards d'euros pour le patrimoine routier

› Saisines des services via AGORA : **1 003 tickets traités**

› Régies gérées par le service : **4 régies** d'avances, **6 régies** et **2 sous régies** de recettes

› Indice de performance comptable de 2025 publié en 2026 : **92/100** contre 88/100 en 2024





**2 041**  
emprunts

**+ de 278 M€**  
capital restant dû

Au 31/12/2025, le Département garantit **2 041 emprunts** pour un capital restant dû de **278 707 996,31 €** et concerne à **93,5%** les bailleurs sociaux de l'Aube.

- **11 nouvelles demandes de garanties d'emprunts** en 2025
- **12 missions d'appui** auprès des directions ou services, 2 contrôles d'établissements et services médico-sociaux, 2 audits de dossiers FSE
- **Production d'outils de pilotage :** 12 tableaux de pilotage, 1 rapport d'activité, 12 tableaux de suivi budgétaire, 3 rapports financiers et d'activité de SEM...
- **5 conventions de financements extérieurs validés**

## Service conseil en gestion

L'action du service conseil en gestion s'articule autour de quatre axes principaux : audits internes - conseil en gestion / pilotage / audits externes / financements extérieurs.

### Appui réalisé auprès des services

Service support, les conseillers en gestion ont apporté leur aide et leur expertise aux différentes directions. Par exemple ils ont accompagné la direction des collèges dans son suivi des coûts des établissements, ses négociations de conventions ou ses projets d'investissement et d'organisation. Autre exemple, ils ont accompagné le pôle patrimoine environnement sur la mise en œuvre d'un outil de réservation et suivi du parc des véhicules départementaux.

### Pilotage

La collectivité a besoin de piloter ses activités pour maîtriser au mieux l'atteinte de ses objectifs et l'utilisation de son budget. Le conseil en gestion aide les directions dans le montage de ses tableaux de bord, plans d'actions et tout outil d'aide à la décision, comprendre les déterminants de l'évolution de la masse salariale et faire de la prospective sur les exercices à venir.



### Recherche de financements extérieurs

La chargée d'études suivi des financements extérieurs a accompagné le montage économique et administratif des projets ainsi que dans le suivi des dossiers, comme le financement des travaux dans les collèges, l'aménagement d'une voie verte ou un événement culturel d'ampleur.





## Service des marchés

Le service Marchés intervient dans tous les domaines d'activités de la collectivité et perpétue un accompagnement qualitatif des services prescripteurs dans la passation des marchés publics. Aussi, il s'adapte aux aléas rencontrés dans un contexte politique et financier de plus en plus contraint.

Le service a attribué des marchés pour des travaux dans différents collèges (Arcis-sur-Aube, Lusigny-sur-Barse, Les Jacobins à Troyes, Romilly-sur-Seine, Brienne-le-Chateau, Méry-sur-Seine, St-André-les-Vergers) et dans divers bâtiments départementaux, des travaux de réfection de chaussées, d'enrobés et de couches de surface, pour l'achat d'un medicobus et de divers véhicules et matériels, de pneumatiques, de vêtements de travail, de photocopieurs, de documents de communication, de prestations de gardiennage et de propreté, de maintenance informatique et des systèmes incendie, de supervision, de travaux topographiques ou encore de mission SPS, CTC et documents fonciers.

**11**  
commissions  
d'appel d'offres  
tenues dans l'année

**592**  
d'offres reçues  
d'entreprises  
dans l'année

**64 %**  
d'entreprises locales  
sur les marchés ou  
accords-cadres attribués

**93**  
avenants notifiés

**159**  
questions / réponses

**148**  
marchés publics / accords-cadres notifiés  
pour un montant de plus de 47 M€  
(sans prendre en compte les reconductions  
et les achats inférieurs à 40 K€)

# 6. Direction des systèmes d'information et du numérique

La DSIN met en œuvre la gestion du système informatique et la politique numérique de la collectivité. Les principales missions de cette direction sont, le soutien des différentes directions métiers, l'aménagement numérique du territoire, les infrastructures et équipements, le numérique éducatif.



**La DSIN est composée de 2 services :**

› **Le service études et développement**

dont les missions essentielles portent sur l'accompagnement des services dans l'expression des besoins, le choix, l'acquisition ou le développement et la mise en œuvre de nouvelles solutions informatiques.

› **Le service équipement et infrastructures**

pour assurer le maintien en conditions opérationnelles, la veille technologique ainsi que le déploiement des équipements matériels et le support utilisateurs.

**+ de 120 applications métiers**

pour les agents de l'administration

---

**Objectifs prioritaires de la mission :**

La DSIN est avant tout une direction de support pour accompagner les autres directions dans les politiques du département. Elle gère :

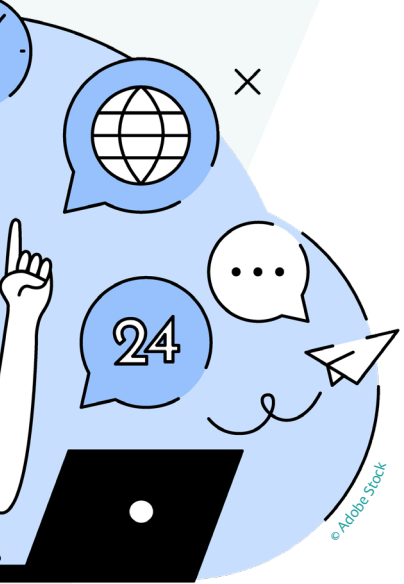


1 500

ordinateurs

dont 850 ordinateurs portables  
et 650 téléphones portables  
pour les agents de l'administration

© Adobe Stock

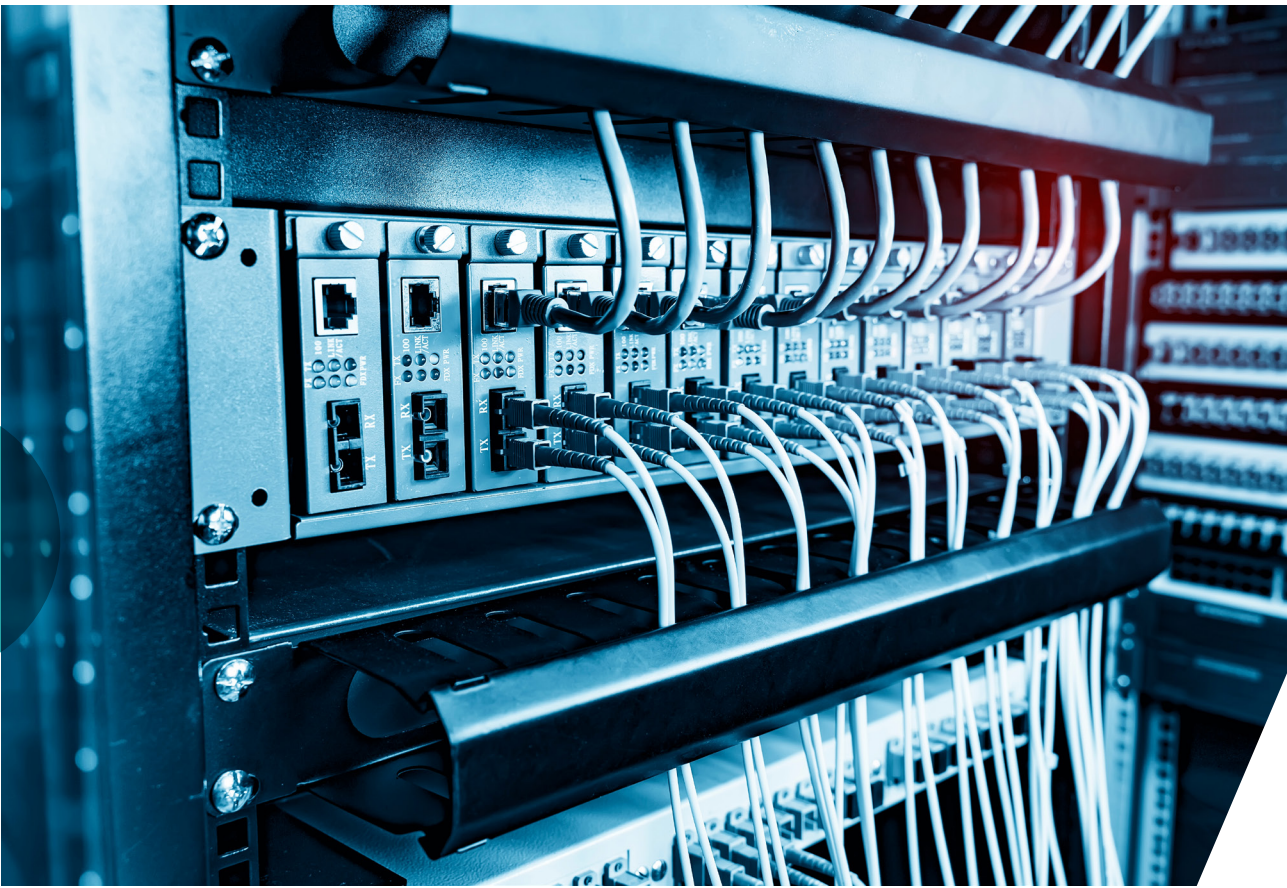


3 500

ordinateurs

et 590 tablettes gérés pour les collègues

© Adobe Stock



# 7. Mission d'appui aux politiques publiques

La mission d'appui aux politiques publiques accompagne la direction générale et les directions dans la définition stratégique et la mise en œuvre opérationnelle de nouveaux projets ou de politiques publiques de la collectivité, qu'il s'agisse d'un pilotage direct ou d'un appui aux directions et services concernés.

Elle intervient également sur les enjeux de management de la collectivité : coordination et animation de la communication interne, soutien à la mise en œuvre du projet managérial de l'administration départementale (animation des réunions de l'encadrement, appui aux cadres...), modernisation des méthodes de travail et accompagnement des transformations, notamment par le développement de la coopération et de l'intelligence collective.



## 2 nouveaux kits 100% cadres

Parmi les 112 supports réalisés par la communication interne cette année, le COHESI'KIT et ON SE QUITTE BIEN ont été conçus pour soutenir l'encadrement dans l'organisation d'événements de cohésion et dans la valorisation des départs en retraite au sein des équipes. Composés d'une check-list, d'inspirations et de règles communes, ces deux guides visent à développer la cohésion avec simplicité et clarté, au bénéfice de tous.

# Les actions marquantes de communication interne

## Entre NOUS

LE JOURNAL INTERNE DU DÉPARTEMENT DE L'AUBE



Retrouvez Ce journal interne en ligne :  
Outils > Vie des agents > Vie interne



### Le journal interne s'est refait une beauté !

Une refonte graphique globale du magazine a été engagée en 2025 afin de proposer une lecture renouvelée, plus engageante et un format plus attractif pour les quelque 1 600 lecteurs, en version papier comme en ligne.

- 1 appel d'offres
- 12 candidats
- 1 graphiste locale retenue pour la refonte globale de la maquette et la conception trimestrielle du magazine (4 numéros de 24 pages par an)

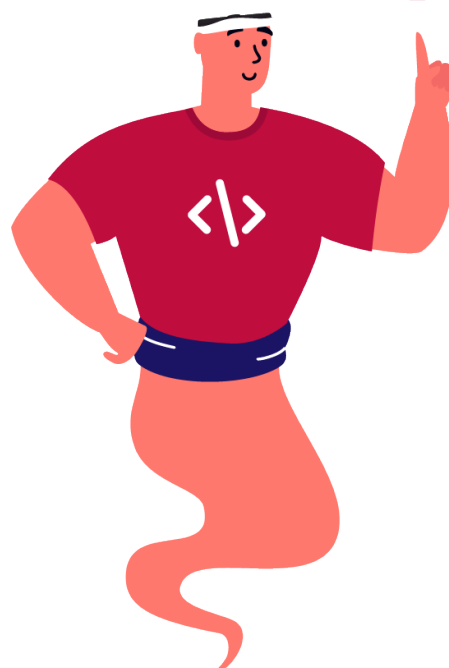
Des choix éditoriaux et graphiques à la conception du chemin de fer, chaque numéro se construit de manière participative afin de placer les agents au cœur de la réflexion, pour un journal entièrement conçu par les agents et pour les agents.



### Le parcours d'intégration des nouveaux arrivants se réinvente

Après plusieurs mois de diagnostic, la MAPP a organisé un atelier d'intelligence collective réunissant une vingtaine d'agents issus de services, statuts et fonctions variés permettant d'identifier les essentiels du parcours d'accueil de demain. Ce travail a conduit à la création d'un parcours d'intégration « made in Département de l'Aube » :

- 1 journée d'intégration mensuelle avec les fondamentaux pour bien démarrer sa prise de fonction
- 1 seconde journée organisée chaque semestre sous forme de forum, pour mieux comprendre les rouages de la collectivité.
- De nouveaux supports et des actions d'accompagnement prévus en 2026.



### Explor'action : une visite immersive et ludique aux allures d'escape game

Monté par la MAPP, cet événement interne visait à faire (re)découvrir les locaux aux agents du Pôle des solidarités suite aux travaux de réaménagement effectués l'an passé, tout en favorisant le décloisonnement entre les services qui cohabitent au quotidien.

Plus de 30 agents ont parcouru les étages, guidés par 13 collègues volontaires. L'événement a permis à certains agents de découvrir des services en dehors de leur champ d'intervention habituel et à d'autres de se rencontrer pour la première fois !

88% des participants ont exprimé le souhait de renouveler l'expérience.

### Sensibiliser les agents à la cybersécurité

Une campagne de sensibilisation des agents aux enjeux de cybersécurité aux côtés de la DSIN et en lien avec la société spécialisée Avant de Cliquer, a été conçue afin d'accompagner les différentes étapes du dispositif : annonce du programme, valorisation d'un module de formation obligatoire consacré au phishing, relances pour encourager la participation des agents et communication autour de mises en situation simulant des tentatives de phishing. Le module sur le phishing a été réalisé à 62%.

## 7. Mission d'appui aux politiques publiques

### Accompagnement d'un nouveau projet

#### Réhabilitation des locaux du Pôle des Solidarités, un lieu à réinventer ensemble

La Mission d'Appui aux Politiques Publiques (MAPP) est missionnée pour conduire l'étude préalable au réaménagement des locaux du Pôle des Solidarités (site des Vassaules). Cette première étape vise à établir un diagnostic partagé des usages, des pratiques de travail et des besoins des équipes, afin d'éclairer les orientations futures du projet d'aménagement.

Soucieuse de **placer les usagers des locaux au cœur de la réflexion**, une enquête a été diffusée auprès de 334 travailleurs médico-sociaux, afin de mieux comprendre leurs habitudes de travail, d'identifier les atouts et les limites des espaces actuels, et de recueillir leurs besoins actuels et futurs. Avec **59,5 %** de taux de réponse, cette consultation témoigne de l'intérêt des équipes pour ce projet structurant.

**1 club utilisateurs** animé par la MAPP, composé d'environ une 20aine d'agents du PDS joue un rôle central dans la démarche : participation à la conception de l'enquête, test du questionnaire avant diffusion et échanges sur la pertinence des questions.

➤ Tout au long du projet, les agents sont acteurs du projet et apportent leur retour d'expérience sur les pratiques professionnelles tout en contribuant à relayer l'information auprès des collègues.



### Accompagnement des services vers de nouvelles méthodes de travail pour moderniser notre action et mieux coopérer

#### Des formations « intra » organisées et animées par la MAPP

##### ➤ L'intelligence collective

Un stage conçu comme une immersion expérimentale en intelligence collective avec des objectifs opérationnels : découvrir le rôle du facilitateur, acquérir des techniques de facilitation d'ateliers, les expérimenter et être en mesure de les mobiliser dans son contexte professionnel.

- 2 sessions de 4 jours chacune
- 28 agents formés dont 14 cadres
- 1 réseau interne en construction

##### ➤ L'appropriation des usages de la carte mentale

Cette formation permet de s'approprier un outil soutenant la structuration des idées à partir d'un thème central et la mise en évidence des relations entre elles sur un même document.

- 2 sessions de 2 jours chacune
- 21 agents formés

#### Accompagner les services dans la construction et la facilitation de réunions en intelligence collective

**Plusieurs démarches d'accompagnement ont été conduites notamment :**

- 1 atelier avec le Centre Départemental de l'Enfance pour renouveler les procédures des astreintes
- 3 ateliers avec la DRH au service de son projet de direction
- 1 atelier pour outiller les groupes de travail de la Commission Départementale d'Accès à l'Autonomie des Jeunes (CDAAJ)

➤ En 2025 la MAPP est intégrée au réseau de la Direction Interministérielle de la Transformation Publique (DITP), lui permettant d'enrichir ses pratiques par des échanges et des retours d'expérience à l'échelle nationale.

# Appui au projet managérial

« Un projet managérial pour une collectivité plus robuste au service des Auboisiens, des orientations politiques et de la qualité de vie au travail »



## Séminaire de l'encadrement 2025

- + 100 cadres réunis sur une journée
- Un format original de type « forum ouvert » autour de 4 thèmes : la gestion du temps, repères communs, contexte budgétaire, mieux travailler ensemble
- Des travaux engagés et des actions proposées à la Direction générale
- Des ateliers en 2025 pour poursuivre les réflexions et concrétiser en 2026

## Un espace ressources dédié aux encadrants

- 32 fiches d'appui conçues pour simplifier la vie des managers et les aider à avancer plus sereinement dans leurs missions (archives, bâtiments, RH, foncier...)
- restitutions des séminaires, enquêtes et ateliers de travail
- kits retraite, cohésion et parcours « nouvel arrivant »
- En mettant à disposition des outils et des repères à la communauté managériale, la MAPP renforce sa posture de facilitatrice dans le quotidien des cadres, en soutenant l'animation des équipes et la diffusion d'une culture commune



# S. Direction de la communication

La direction de la communication définit et met en œuvre la stratégie de communication externe de la collectivité vers tous les publics : population, institutions, associations, partenaires...

Dans ce cadre, sa mission est de valoriser le rôle, l'image et les actions du Département à travers l'ensemble de ses canaux et outils d'information et de communication : relations presse, sites internet, réseaux sociaux, newsletters, magazines, brochures et autres supports imprimés, signalétique extérieure, achat d'espace...

Elle accompagne et soutient les projets des services par une démarche de diagnostic, de conseil, de réalisation et de validation des actions de communication externe nécessaires.

En 2025, outre les trois exemples marquants exposés dans ce chapitre, la direction de la communication a ainsi œuvré à faire connaître et valoriser tous les grands projets abordés dans ce rapport d'activité. Elle a par ailleurs informé en continu les Aulois sur les actions du quotidien qu'apportent notre collectivité et ses agents à l'ensemble de la population.

Respectueuse de tous ses publics et attachée à une communication éthique, la direction de la communication assure, comme l'ensemble des services, une mission de service public.



---

## Objectifs prioritaires de la direction

- Faire connaître, expliquer et valoriser les politiques publiques et les actions votées par l'assemblée départementale
- Informer les Aulois sur les services publics et les réalisations qui leur sont accessibles grâce ou avec le soutien du Département

# Éléments phares ou actions marquantes en 2025

## Bilan de mi-mandat

Pour valoriser l'action et les résultats obtenus par le Département en faveur du territoire et de tous les Auboisiens depuis 2021, la Direction de la communication a conçu et rédigé cette publication de 52 pages. Elle a également réalisé la plupart des photos d'illustration.

Diffusée à l'ensemble des Auboisiens (au format papier dans toutes les boîtes aux lettres et au format numérique sur aube.fr et sur nos réseaux sociaux), valorisée auprès des médias locaux lors d'un point presse, cette revue a souligné un point d'étape important de la mandature.

Abordant à la fois les grandes missions du Département, les réalisations marquantes de notre collectivité, le soutien aux communes et intercommunalités, l'accompagnement associatif... c'est un large témoignage de la force et du rayonnement de l'action départementale.

## Renouvellement du site internet du Centre sportif de l'Aube (CSA)

Pour accompagner la modernisation du CSA, la direction de la communication a piloté le projet de refonte de son site internet. 2025 a donné lieu à la définition des ambitions de ce nouveau site et de ses objectifs de communication, puis au lancement du marché et à la construction du site en lien avec l'agence retenue et l'équipe du CSA.



## Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées

2025 marquait les 20 ans de la loi dite « Handicap ». En cette année anniversaire et pour valoriser l'action du Département en matière d'autonomie des personnes en situation de handicap, la direction de la communication a piloté aux côtés de l'Est-éclair une semaine d'information sur le handicap cohérente avec les dates de la semaine européenne. Supplément 16 pages diffusé gratuitement dans le journal et sur internet (action du Département, de la MPDH, témoignages, infos pratiques, dispositifs existant sur le territoire...); article web; organisation d'un forum ouvert au public; publicités, publications réseaux sociaux...

L'occasion de réaffirmer le rôle et l'implication du Département en matière d'autonomie dans le sillage du schéma départemental.

## Relations presse

# 335 opérations avec les médias

(réponses aux sollicitations, organisation de points presse, rédaction de communiqués et de dossiers de presse, création de chroniques et d'émissions de radio, création d'émissions et de spots TV...)

© S. Bordier



## Communication digitale

**Département de l'Aube**  
Publié par Agorapulse · 29 juillet 2025 ·

**Routes départementales : nos agents mobilisés tout l'été !**  
En été, nos agents routiers continuent d'entretenir les routes départementales, comme ici à Bar-sur-Aube !

🌱 Depuis 2022, le Département a adopté un plan de fauchage raisonné pour limiter les coupes au strict nécessaire et ainsi préserver la biodiversité. Quand cela est possible, les bas-côtés sont laissés à l'état naturel.

- ✗ Le fauchage et le débroussaillage restent essentiels pour :
- ✓ la sécurité routière,
- ✓ le bon écoulement des eaux de pluie,
- ✓ la préservation des propriétés riveraines,
- ✓ et la mise en valeur des paysages.

🙏 Merci à nos équipes sur le terrain pour leur travail, salué hier par Alain Balland, vice-président du Conseil départemental chargé de l'attractivité des territoires.

Si vous les croisez sur les routes aubois, s'il vous plait, ralentissez !

📍 C.Péchiné - Département de l'Aube

#DépartementAube #BarSurAube #FauchageRaisonné #Biodiversité #RoutesDépartementales #EntretienRoutier



Site aube.fr

# 208 249

visites

# 341 373

pages vues

SS

## Réseaux sociaux

# 912

publications  
sur facebook et  
Linkedin

# 5.9

millions de vues

## Newsletters

# 37

numéros d'Aub'élus,  
diffusés chaque semaine  
aux conseillers départementaux

# 1

nouvelle newsletter lancée,  
dédiée à l'inclusion numérique. **17 éditions** de  
différentes newsletters des services supervisées.

© C.Péchiné - CD10



## Éditions



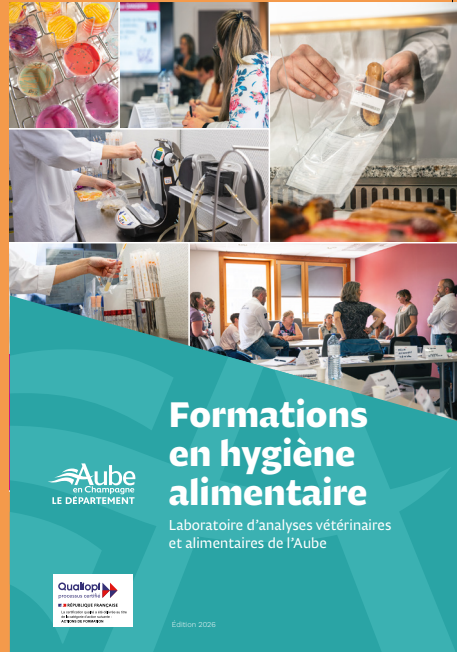
**4** numéros de l'Aube Nouvelle

Pagination augmentée à 32 pages au lieu de 28 et création d'une nouvelle rubrique : l'actu des cantons.

## Signalétique extérieure

**7** sites

(CIME, base nautique de Mathaux, Centre sportif de l'Aube, Hôtel du Département, Technopole de l'Aube, grands lacs de la forêt d'Orient, rocade animés pour informer la population et améliorer l'accueil sur site à travers de nouvelles enseignes, bâches, vitrophanies, roll-ups, coverings...)



**une quinzaine**

d'éditions créées ou mises à jour (Aube Sup, formations laboratoire, CSA, chiffres clés, schéma autonomie, Partir en livre, formations MDA, Aube écoute, APA, ISCG, Assistant familial, Aide à domicile, Aides au logement, tarifs des lacs...)

## Photos et vidéos\*

**305** reportages photos

(événements, portraits, architecture, sport, etc.) de janvier à octobre.

**85 000**

clichés réalisés avant tri et retouche

\* chiffres des prestations internalisées uniquement

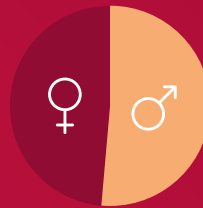


# 9. Annexes

## Quelques indicateurs INSEE du département de l'Aube

**310 447**  
habitants  
(source Insee janvier 2026)

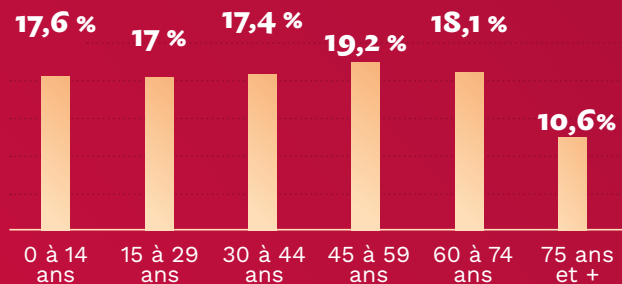
**51,3 %**  
Femmes



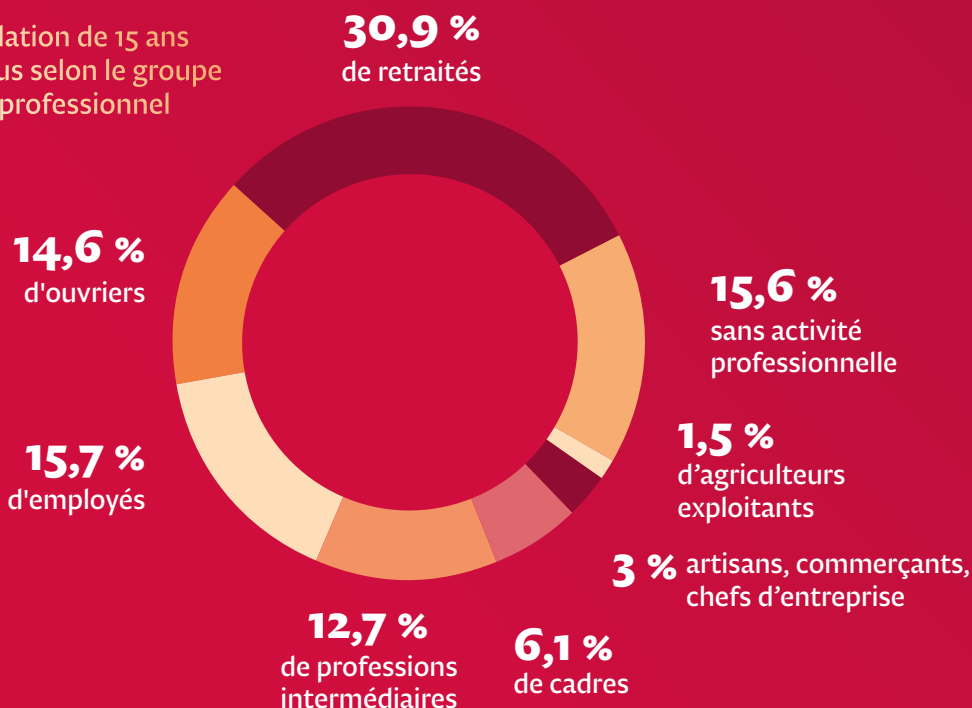
**48,7 %**  
Hommes

### Facteurs sociodémographique

- › Taux de natalité : 10,1 %
- › Taux de mortalité : 10,7 %
- › Taux de familles monoparentales : 10,4 %



Population de 15 ans ou plus selon le groupe socioprofessionnel



# Budget primitif départemental 2025

Le budget du Département s'élève à **458,9 millions d'euros (M€)**

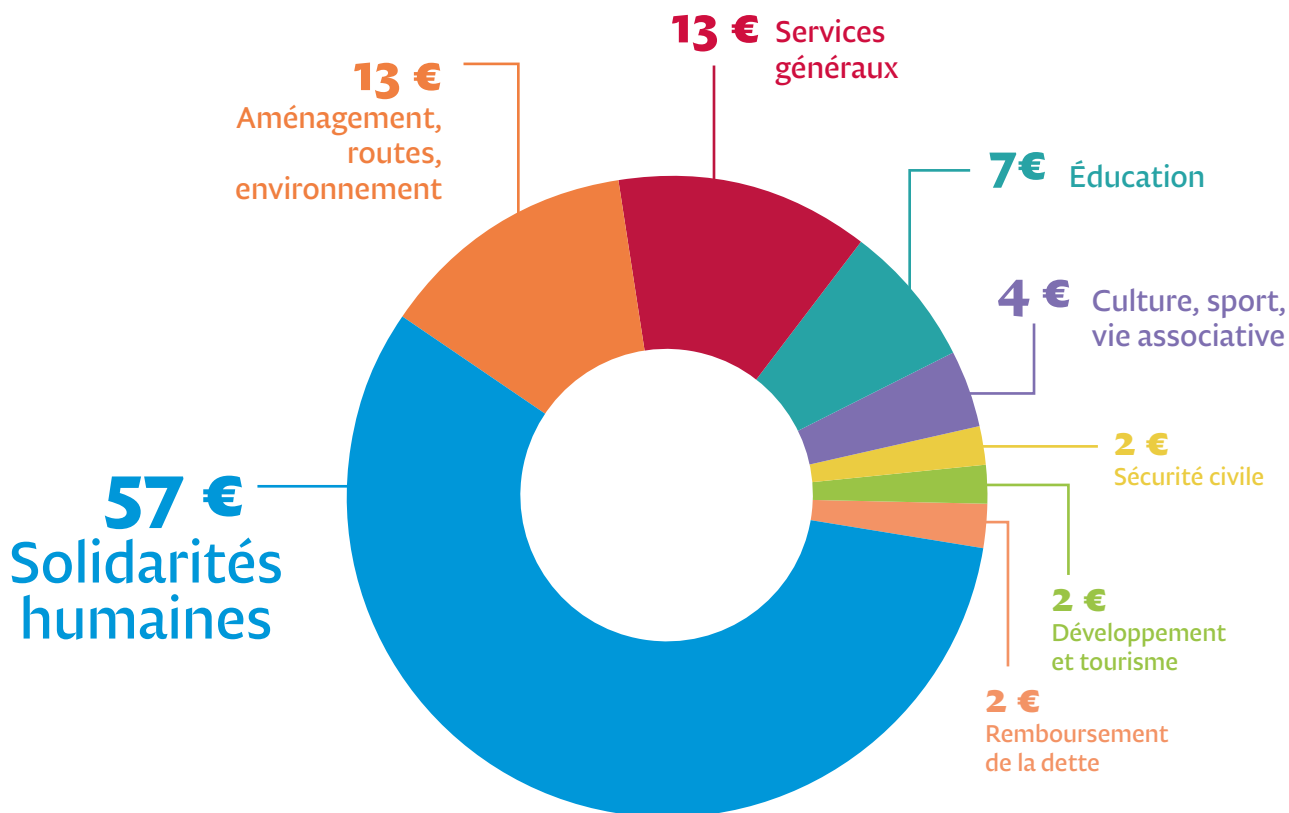
> **92,1 M€ d'investissement** (20,1 %) dont 9,7 M€ de remboursement du capital de la dette

> **366,8 M€ de fonctionnement** (79,9 %)

Le budget permet de faire face aux contraintes et incertitudes liées au contexte national (instabilité gouvernementale, report des lois de finances...) et international (tensions géopolitiques et économiques).

Il intègre aussi la fin des grands programmes d'investissement (CIME, Cité du Vitrail, projets structurants du territoire...) et ouvre un nouveau cycle budgétaire recentré sur les compétences et politiques prioritaires du Département avec un ajustement du niveau des investissements de manière à préserver l'épargne nette et ainsi la capacité du Département à investir pour l'avenir du territoire au profit des Auboisiens.

**Pour 100 €, les dépenses du budget représentent :**



# L'administration départementale

en date du 01/04/2026

Président du Département

Mission d'appui  
aux politiques publiques

Directeur général des services

## Pôle des solidarités

### Direction de l'action sociale de proximité

- territoires des solidarités

### Direction Enfance-famille

- service Protection maternelle et infantile
- service Aide sociale à l'enfance
- service des assistants familiaux
- service Évaluation pour l'enfance
- centre départemental de l'enfance (CDE)

### Direction de l'autonomie

- service Prestations et dispositifs pour l'autonomie
- service Évaluation/conseil médical

### Direction de l'insertion et du logement

- service Logement
- service Prestations RSA
- service Animation de l'offre d'insertion

### Mission d'appui gestion et établissements

- service Budget/comptabilité
- service des établissements, des services sociaux et médicosociaux, et du FSE

Mission Prévention en action sociale

Mission Santé

### Maison départementale des personnes handicapées (MDPH)

- Mission Évaluation et accompagnement
- Mission Analyse technique
- Mission Accueil et instruction des demandes

## Pôle Développement des territoires

### Direction des Archives et du patrimoine

- service des archives départementales
- service Cité du Vitrail
- service Valorisation culturelle et pédagogique

### Direction de l'accompagnement des territoires

- service du développement des territoires et de la vie associative

### Centre sportif de l'Aube

### Médiathèque départementale de l'Aube

### Mission d'appui juridique et institutionnelle

- service de l'Assemblée

Service foncier

Mission de l'Orchestre symphonique de l'Aube

Mission des actions éducatives et citoyennes

## Pôle Patrimoine et environnement

### Direction des bâtiments

- service Études et travaux
- service Énergie, maintenance, prévention et accessibilité
- service intérieur

### Direction des routes

- service Modernisation et entretien de la route
- service Exploitation et sécurité de la route
- agences routières
- service Assistance routes et matériels

### Direction de la transition écologique, des mobilités et de l'aménagement

### Direction des collèges

### Laboratoire départemental d'analyses

Mission d'appui administratif, comptable et achats

Centre de congrès de l'Aube

**Cabinet du président**



**Direction de la communication**

**Direction des ressources humaines**

- service Emploi compétences
- service Gestion administrative et financière
- service Vie au travail, prévention, santé, sécurité

**Direction des finances, du conseil en gestion et des marchés**

- service Finances et budget
- service Conseil en gestion et audit
- service des marchés

**Direction des systèmes d'information et du numérique**

- service Équipements et infrastructures
- service Études et développement

**Responsable sécurité des systèmes d'information**



 **A vos côtés**

---



**Département  
de l'Aube**

Hôtel du Département  
2 rue Pierre-Labonde  
BP 394 - 10026 Troyes cedex

**Tél. :** 03 25 42 50 50

**Fax :** 03 25 42 51 63  
departement@aube.fr

**aube.fr**

**in**   @aubedepartement

---